

**Revue publiée par la faculté des Sciences
Sociales**

**(Université d'Oran 2 Mohamed Ben
Ahmed)**

Année 2016

N° 04

ISSN :2333-654
EDITIONS
DAR ELQODS EL ARABI
84 cooperative elhidaya Belgaid – ORAN
Tel: 0556230762-0792339956 FAX: 041503206
ص.ب 627 البريد المركزي 31000 وهران
quds_arabi@hotmail.fr
حقوق الطبع محفوظة



Directeur de la revue

Meziane Mohamed

Rédacteur en chef

Daoudi Nourdine

Comité de rédaction

Sebaa Rabah

Youb Nadia

Zemmour Zinedine

Chareb Dalila

Meherzi Malika

Bouchiba Mohammed

Mekki Mohammed

Fsian Hocine

Comité scientifique

Pr. Gilles FERREOL Université de Franche-Comté (France)

Pr. Ali Kouaouci (Université de Batna)

Pr. Hocine El Abdellaoui (Université d'Alger 2)

Pr. Mohamed Saïb Musette (CREAD)

Pr. Mohammed Bachir (Université de Tlemcen)

Pr. Ahmet Uysal (Université Marmara- Turquie)

Pr. Mohamed Bedrouni (Université de Blida)

Pr. Amira Djaouida (Université d'Alger 2)

Pr. Mohammed Medjaoued (Université de Sidi Bel-Abbes)

Pr. Ali Hamza Cherif (Université de Tlemcen)

Pr. Halouma Cherif (Université d'Oran 2)

Pr. Mohammed Salhi (Université d'Oran 2)

Pr. Meziane Bencherki (Université d'Oran 2)

Pr. Mohammed Koudri (Université d'Oran 2)

Pr. Habib Tiliouine (Université d'Oran 2)

Pr. Benamar Souarit (Université de Oran 2)

Dr. Fatima Zohra Sebaa (Université d'Oran2)

Dr. Abdelmadjid Bekri (Université de Saida)

Dr. Fethi Abderrahman Mohammed Abderrahman Edabaa (Université de Souhadj Egypte)

Dr. Faouzi Bendridi (Université Souk Ahras)
Dr. Yacine Mahdjar (Université de Ouargla)
Dr. Yamina Khelladi (Université de Ouargla)
Dr. Samira Missoum (Université de Ouargla)
Dr. Fouzia Mhammedi (Université de Ouargla)
Dr. Mohammed Boufatah (Université de Laghouat)

La Faculté des Sciences Sociales de l'université d'Oran 2 relance la revue des Sciences Sociales dans les trois langues : Arabe, Anglais et Français.

Nous informons les collègues, enseignants (es) et chercheurs (es) d'envoyer leurs travaux et articles au comité de rédaction à l'adresse suivante :

Faculté des Sciences Sociales. Université d'Oran 2.

Adresse électronique : r.sciencesociales.oran2@gmail.com

- 1- Les articles envoyés ne doivent pas faire l'objet d'une publication ou d'une soumission d'évaluation dans une autre revue.
- 2- Tous les manuscrits seront soumis à un comité de lecture.
- 3- Les articles en langue arabe doivent être écrits avec la police suivante : **Traditionnel Arabic, taille 16**. Pour les autres langues, en **Times news, taille 12 avec un interligne de 1,5**.
- 4- Les notes, références, et les bibliographies doivent suivre la méthode APA, Anglo-Saxonne
 - Pour les notes, dans le paragraphe : (Auteur. Année : p)
 - Pour la liste des références :
 - a) Livre : Auteur. (Année). " Titre du livre ". ville : Maison d'édition.
 - b) Revue : Auteur. (Année). " Titre de l'article". Titre de la revue. Vol. N°. Mois et année.
 - c) Chapitre d'un livre collectif : Auteur. (Année). " Titre du chapitre". In titre du livre,(S.dir/coordi). Titre du livre. Ville : Maison d'édition, PP.
 - d) Thèse : Auteur. (Année). Titre de la thèse. Thèse de doctorat. Obtention du diplôme de doctorat en (spécialité). Université. Pays.
 - e) La liste bibliographique à la fin de l'article
- 5- Un résumé de dix lignes (max.150 mots) en langue anglaise avec les mots clés (max. 5), reprenant l'idée générale et les principaux résultats obtenus. Ceci doit être envoyé avec l'article
- 6- Tout article refusé ne sera pas remis à son propriétaire et le comité scientifique de la revue informera l'auteur des résultats de l'évaluation scientifique des experts.
- 7- L'auteur fournira une adresse en vue de permettre la correspondance avec la direction de la revue (entre autres pour l'envoi des épreuves et des tirés à part)
- 8- L'auteur recevra un numéro de la revue et 3 tirés à part de son article.

Sommaire

Projection de la population et de l'emploi en Algérie	
▪ Pr Mohammed SALHI	9
Le Souk de Sefrou : une contribution de Geertz dans la réévaluation de la culture	
▪ Pr. Mourad MOULAI HADJ.....	27
Les stratégies éducatives familiales: Étude sociologique de quelques familles à Bejaia	
▪ Rachid BESSAI.....	39
Féminismes, genre et féminité	
▪ Nadia SEBAA-BERROUAYEL.....	63
Tendances de la nuptialité algérienne avant et après la décennie de la violence (1986-2008).	
▪ Fatma NOUI.....	67

Projection de la population et de l'emploi en Algérie

Pr Mohammed SALHI
Département de Démographie
Université d'Oran 2

Résumé

Cet article traite des besoins en création d'emplois nouveaux qui seront nécessaires dans les années à venir. Un exercice de projection de la population est d'abord mené avec les meilleures hypothèses possibles pour le très long terme afin d'explorer les tendances futures de la population algérienne. On y montre que la population devrait tendre asymptotiquement vers les 80 millions à très long terme (horizon 2100). Avec une incertitude relative ne dépassant pas les 10%, la population se situera entre 57 et 63 millions en 2050. Dans un deuxième temps, les projections concernant l'emploi à l'horizon 2025 sont menées avec les hypothèses les plus variées et les plus vraisemblables. Avec des besoins annuels maximum d'environ 500 milles emplois entre 2010 et 2015 et 400 milles au-delà, l'économie algérienne paraît en mesure d'y faire face puisqu'elle a généré plus de 700 milles emplois à caractère économique en 2014. Mais le poids de l'emploi "social" (50% en 2014) et le coût prohibitif des emplois économiques assombrit le tableau des défis à relever dans les années à venir.

Mots Clés : Population, projection, emploi, chômage

Summary

This article treats new requirements in job creation which will be necessary in the years to come. A exercise of projection of the population is initially carried out with the best possible assumptions for the very long run in order to explore the future trends of the Algerian population. It is shown there that the population should tend asymptotically towards the 80 million with very long run (horizon 2100). With an uncertainty not exceeding the 10% the population will range between 57 and 63 million in 2050. In the second time, projections concerning employment at horizon 2025 are carried out with the most varied assumptions and most probable. With annual needs maximum of

approximately 500 miles employment between 2010 and 2015 and 400 miles beyond that, the Algerian economy appears able to cope with it since it generated more than 700 miles employment in economic matter in 2014. But the weight of "social employment" (50% in 2014) and the prohibitory cost of economic employment obscures the table of the challenges to take up in the years to come.

Les projections qui sont présentées ici ont été menées à partir de l'année 2010 en raison¹ de la proximité d'un recensement général de la population, celui qui a eu lieu le 16 avril 2008. La population recensée en 2008 a été projetée jusqu'au 1^{er} janvier 2010 (date de départ des projections) en utilisant le taux d'accroissement naturel observé en 2008 soit 1.91 % (Tableau A.1 en annexe).

A titre purement prospectif l'exercice projectif a été mené sur un siècle (2115) afin d'explorer les tendances à très long terme dans lesquelles pourrait s'inscrire la population algérienne². La projection des besoins en emplois sera cependant limitée aux trois quinquennats entre 2010 et 2025, comme le veut la dimension prévisionnelle de l'exercice.

1. Hypothèses projectives

1.1. Projection de la mortalité

Les hypothèses de projection de la mortalité ont été inspirées de l'expérience des pays ayant atteint les niveaux les plus élevés concernant l'espérance de vie. Le tableau 1 présente la moyenne, calculée sur la base de l'expérience de 42 pays (United Nations, 2011), du rythme annuel de progression de l'espérance de vie féminine à la naissance selon le niveau atteint par celle-ci. Ces 42 pays ont tous dépassé 80 ans pour l'espérance de vie féminine en 2005-10. Le tableau 2 présente la même moyenne concernant le sexe masculin, pour les 41 pays ayant dépassé 75³ ans en 2005-10.

¹Bien évidemment, on aurait pu démarrer les projections à partir de 2008, mais on a préféré les années rondes (2010 + 5k).

²A notre connaissance, un tel exercice n'a jamais été mené pour la population algérienne. La Division de la Population des Nations Unies a déjà réalisé par le passé des projections à l'horizon 2100 mais à l'échelle mondiale et continentale.

³Dans les régimes à faible mortalité l'espérance de vie féminine dépasse d'au moins de 5 ans celle des hommes. C'est pour cette raison que nous avons

Tableau 1 : Gain annuel moyen de l'espérance de vie féminine selon le niveau atteint par celle-ci (moyenne de 42 pays ayant dépassé 80 ans en 2005-10)

Niveau atteint de e_0	66.5	68.91	70.62	72.10	73.69	75.52	77.09	78.33	79.44	80.41	81.53	82.50
Gain annuel de e_0	0.48	0.34	0.30	0.32	0.37	0.31	0.25	0.22	0.19	0.23	0.19	

Source des données utilisées : United Nations (2011)

Tableau 2: Gain annuel moyen de l'espérance de vie masculine selon le niveau atteint par celle-ci (moyenne de 41 pays ayant dépassé 75 ans en 2005-10)

Niveau atteint de e_0	62.14	64.05	65.43	66.61	67.83	69.38	70.92	72.25	73.54	74.79	76.21	77.37
Gain annuel de e_0	0.38	0.28	0.24	0.25	0.31	0.31	0.27	0.26	0.25	0.28	0.23	

Source des données utilisées : United Nations (2011)

La table de mortalité publiée par l'ONS, pour l'année 2009, évalue à 76.3 ans l'espérance de vie féminine et à 74.7 celle des hommes, soit une régression de 0.1 année par rapport à la table publiée pour 2008. Nous avons donc convenu de prendre comme données de départ pour la projection, les chiffres de 2008 pour 2010.

La construction des hypothèses de progression de l'espérance de vie a été menée d'une part en collant au plus près aux rythmes suggérés par les tableaux 1 et 2 et, d'autre part, en imposant à la différence entre les deux sexes une tendance à s'aligner sur les chiffres observés dans les pays les plus avancés dans le domaine, soit 5 années et plus au-delà de 2050. Cet exercice a conduit à la confection des données présentées au tableau 3.

Tableau 3: Hypothèses de projection de l'espérance de vie e_0

	2010-15	2015-20	2020-25	2025-30	2030-35	2035-40	2040-45	2045-50	2050-55	2055-60	2060-65	2065-70	2070-75	2075-80
Femmes	76.40	78.15	79.65	80.89	81.99	82.96	83.96	84.71	85.21	85.71	86.21	86.71	87.21	87.71
Hommes	74.80	76.07	77.07	77.82	78.42	78.92	79.42	79.87	80.27	80.67	81.02	81.37	81.67	81.97
Différence	1.60	2.08	2.58	3.07	3.57	4.04	4.54	4.84	4.94	5.04	5.19	5.34	5.54	5.74

exploré l'expérience des pays ayant atteint les niveaux les plus faibles de la mortalité en 2005-10 avec le décalage de 5 ans entre hommes et femmes.

Quant au modèle de mortalité par âge, nous avons choisi de procéder aux projections⁴ selon les 4 modèles des tables-type de Princeton (Coale A.J. et Guo G., 1989) (West, South, North, East) et les 2 modèles des tables des Nations Unies (UN, 1982) (South Asia, Far East). Les tables des Nations Unies étant limitées à un maximum de 85 ans, nous avons continué les projections à mortalité constante au-delà de cette limite pour ces 2 modèles, c'est-à-dire au-delà de 2050.

1.2. Projection de la fécondité

L'indice synthétique de fécondité (ISF) de départ est de 2.90 enfants par femme (2010). Deux hypothèses ont été considérées pour le projeter. Dans l'hypothèse minimaliste (tableau 4) nous avons reproduit le rythme de baisse observé dans 11 pays de l'aire culturelle musulmane ayant accompli les baisses de fécondité les plus avancées⁵, soit 2 enfants par femme à l'horizon 2040. En ce qui concerne l'hypothèse maximaliste, nous avons adopté la tendance utilisée dans la variante haute des projections de la population algérienne menées par la Division Population des Nations Unies, soit 2.35 enfants par femmes en 2040-45.

Dans le cadre de l'exercice projectif mené à titre exploratoire à l'horizon 2115, nous avons maintenu le niveau de l'ISF atteint en 2075-80 constant au-delà, soit 2.1 enfants par femme pour l'hypothèse maximaliste et 1.90 pour l'hypothèse minimaliste.

Tableau 4: Hypothèses de projection de l'ISF

	2010-	2015-	2020-	2025-	2030-	2035-	2040-	2045-	2050-	2055-	2060-	2065-	2070-	2075-
	15	20	25	30	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80
Maximum	2.90	2.80	2.60	2.50	2.43	2.37	2.35	2.30	2.25	2.20	2.15	2.10	2.10	2.10
Minimum	2.90	2.43	2.20	2.10	2.05	2.03	2.01	1.99	1.97	1.95	1.93	1.91	1.90	1.90

2. Résultats des projections de la population

Avec une incertitude relative ne dépassant pas 10%, on peut situer le volume de la population entre 57.1 et 62.5 millions en

⁴Nous avons utilisé le logiciel de projections FIVFIV version 11.1 (Shorter F.C. et al., 1990)

⁵ Azerbaïdjan : 2.16 ; Bahrain : 2.29 ; Emirate Arabes Unies : 1.95 ; Indonésie : 2.19 ; Iran : 1.83 ; Kasakstan : 2.31 ; Kuweit : 2.18 ; Liban : 1.86 ; Maroc : 2.4 ; Tunisie : 1.86 ; Turquie : 2.13 (United Nations, 2009)

2050 (Tableau 5). En 2025 cette imprécision ne porte que sur moins de 3% et situe le volume de la population algérienne entre 46.1 et 47.4 millions. A très long terme, l'imprécision atteint, bien évidemment, des proportions beaucoup plus importantes (10% en 2055, 20% en 2080 et 33% en 2115) mais la tendance qui se dessine autorise à penser qu'en l'absence de mouvements migratoires exceptionnels la population algérienne devrait tendre asymptotiquement vers les 80 millions dans le scénario maximaliste (Figure 1).

Tableau 5 :Projection de la population algérienne à l'horizon 2115 (en milliers)

	2010	2015	2020	2025	2030	2040	2050	2060	2070	2080	2090	2100	2110	2115
Maximum	35.9	39.7	43.7	47.4	50.8	56.6	62.5	67.5	70.5	73.1	76.1	77.5	78.2	78.7
Minimum	35.9	39.7	43.0	46.1	48.7	53.2	57.1	59.6	60.1	59.9	59.6	58.3	56.9	56.2
Incertitude relative(%)	0.0	0.0	1.5	2.9	4.2	6.2	9.0	12.3	15.8	19.8	24.3	28.3	31.6	33.3
Taux d'accroissement														
Maximum	2.0	1.9	1.6	1.4	1.1	1.0	0.9	0.5	0.4	0.4	0.2	0.1	0.1	
Minimum	2.0	1.6	1.4	1.1	0.9	0.8	0.5	0.2	0.0	0.0	-0.2	-0.3	-0.2	

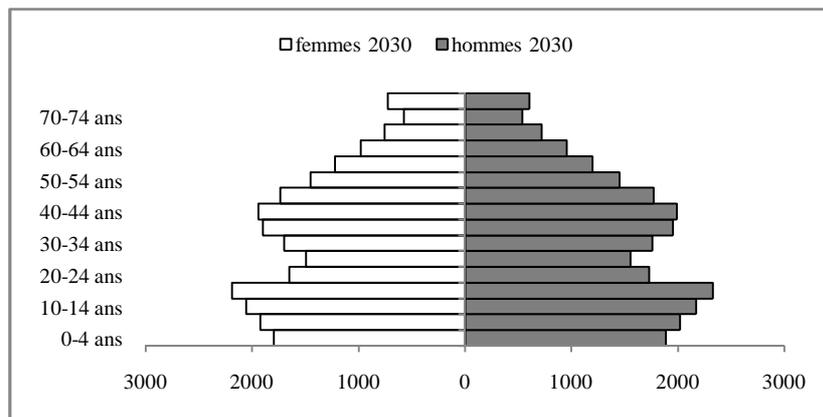
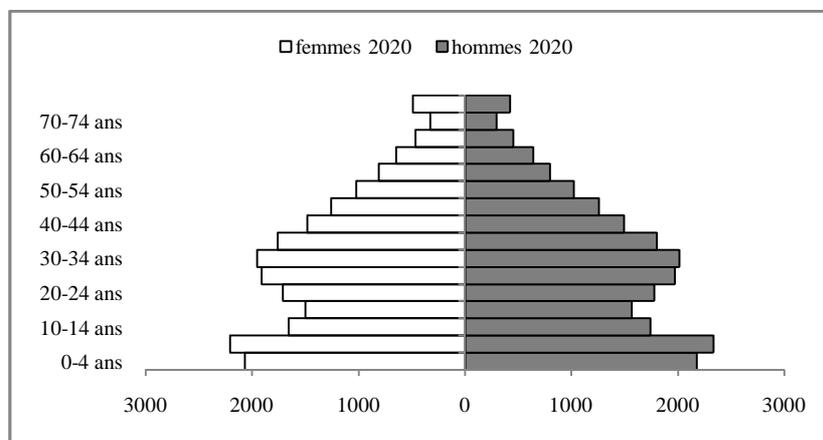
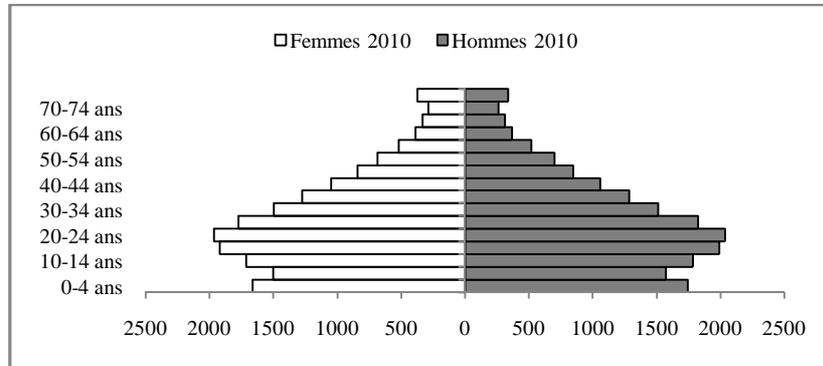
Figure 1 : Projection de la population algérienne à l'horizon 2115 (en millions)

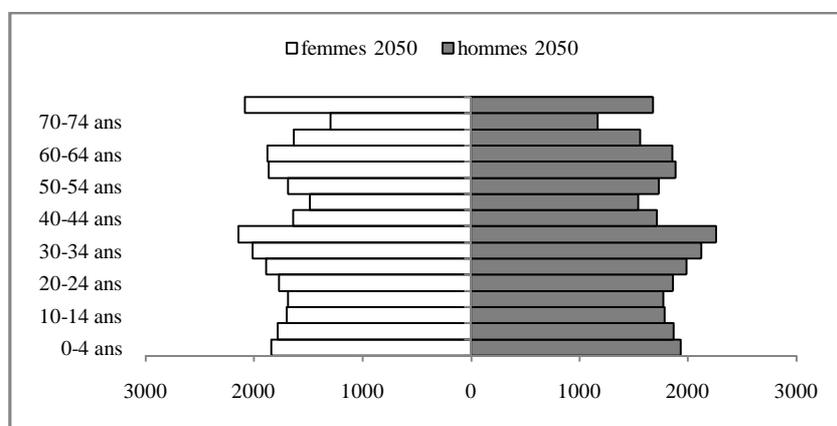
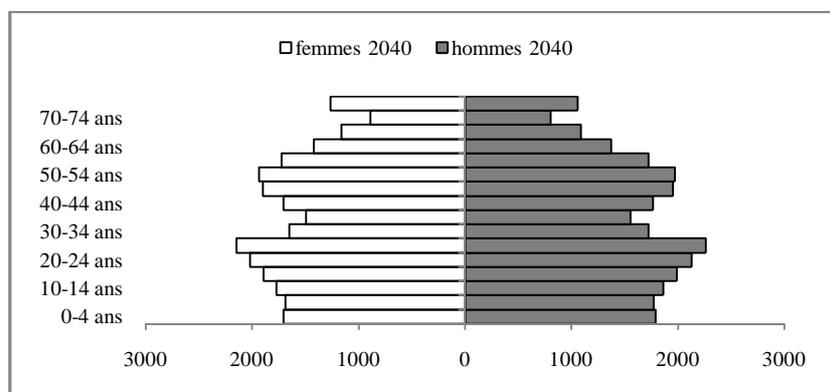
Dans l'hypothèse où la femme algérienne adopte pour modèle de fécondité la tendance observée ces dernières décennies dans les pays industrialisés, la population se stabiliserait autour de 60 millions vers 2060 et connaîtrait même une baisse au-delà de 2090.

L'accroissement de la population, qui part de 2% au début des années 2010, ne dépassera guère le 1% après 2035 en l'absence d'apports migratoires substantiels.

La pyramide des âges, qui a connu un léger rajeunissement ces dernières années à cause de la reprise de la natalité, reprendra le chemin du vieillissement (Figure 2).

Figure 2 : Evolution de la pyramide des âges de la population





3. Projection de l'emploi à l'horizon 2025

A l'horizon 2025, la population conservera une composition par grands groupes d'âge quasi constante (tableau 6). La population en âge de travailler continuant à se tailler une part de plus de 65%, le rapport de dépendance ne dépassera pas la barre des 55% à l'horizon 2025.

Tableau 6 : Population projetée et composition par âge

	2010	2015	2020	2025
Population totale (milliers)	35949	39667	43362	46749
0-14	27,8	27,6	28,8	28,7
15-64	66,9	67,1	65,5	64,7
65+	5,3	5,3	5,7	6,6
	100,0	100,0	100,0	100,0
Rapport dépendance ((0-14)+(65+))/(15-64)	49,4	49,1	52,7	54,5

La projection des besoins futurs en emplois dépend de trois composantes projectives : la population en âge d'activité, le niveau de l'activité et, enfin, le niveau du chômage.

En ce qui concerne la population en âge d'activité (tableau 7), l'accroissement annuel moyen des effectifs est de l'ordre de 500 000 entre 2010 et 2015, de 360 000 durant le quinquennat suivant et de 370 000 en 2020-25.

En combinant ces projections et les hypothèses en ce qui concerne le comportement futur de l'activité et du chômage nous obtenons les résultats présentés au tableau 8.

Tableau 7 : Population en âge d'activité (15-64 ans) à l'horizon 2025

	2010	2015	2020	2025
Hommes	12143,7	13441,9	14351,3	15295,1
Femmes	11913,6	13156,2	14044,0	14960,0
Total	24057,3	26598,0	28395,3	30255,1
Accroissement annuel en %	2,01	1,31	1,27	
Accroissement annuel absolu	508,1	359,5	372,0	

Pour ce qui concerne le chômage, deux hypothèses ont été envisagées. La première considère les taux observés en 2010 constants jusqu'en 2025, et c'est certainement la moins

vraisemblable. La seconde envisage la baisse du chômage des hommes de 8.1% en 2010 à 5.0% en 2025 et celui des femmes de 19.1% à 10.0% sur la même période. En réunissant les deux sexes, cette dernière hypothèse correspond à une baisse du chômage de 9.8% en 2010 à 5.7% en 2025. Il s'agit bien d'un scénario dont l'occurrence est probable dans le contexte de la politique d'emploi menée par le pays.

Soulignons qu'il s'agit ici du taux de chômage tel que mesuré par l'enquête annuelle de l'ONS qui inclut dans la catégorie des actifs occupés ceux qui émargent aux revenus d'insertion (PID, DAIP, CTA) ou ceux du dispositif d'attente ou de solidarité (TUP-HIMO, DAIS, IAIG devenu DAIS en 2012). Cette règle est, du reste, celle adoptée dans les normes du BIT (Bureau International du Travail).

Pour ce qui est de l'activité, nous avons envisagé, pour les hommes, une hausse de son niveau actuel (76%) au niveau moyen observé dans les pays industrialisés à l'horizon 2025, soit 81%. Il s'agit là aussi d'une hypothèse hautement probable.

Quant à l'activité féminine, nous avons envisagé quatre schémas pour la projeter. Dans le premier, nous considérons tout simplement qu'elle restera à son niveau de 2010, soit environ 14%. Il s'agit, bien évidemment, d'une invraisemblance.

Dans le second, nous adoptons la hausse considérable qui est envisagée par les experts du BIT pour projeter l'activité en Algérie : 41% à l'horizon 2025. Même si elle paraît excessive, cette hypothèse n'est pas du tout à exclure au vu du progrès qu'a connu historiquement l'implication de la femme dans le monde du travail. Il faut savoir qu'en Algérie, la femme d'un niveau d'instruction universitaire est déjà à 40% active et celle du niveau du secondaire à 18%. Dans les grandes métropoles urbaines, ces niveaux sont même largement dépassés.

Dans les deux autres hypothèses nous considérons une hausse plus modérée de l'activité féminine : 20% et 30% en 2025.

Si l'on exclut la hausse de l'activité féminine à 41% en 2025, la fourchette des besoins annuels en emplois nouveaux les situent entre 275 milles et 448 milles pour la période 2010-15, entre 213 et 382 pour 2015-20 et entre 183 et 388 pour 2020-25 (Tableau 8).

En majorant ces besoins au voisinage des 500 000 emplois pour la période 2010-2015 et autour des 400 000 au-delà on pourrait considérer que le rythme de création d'emplois qui a été observé ces dernières années est largement satisfaisant puisque pour les seuls emplois à caractère économique on est passé de 410 000 en 2010 à plus de 720 000 en 2014, soit en moyenne une création annuelle de 615000 emplois (voir Tableau 9).

Dans les performances enregistrées par ce rythme il faut souligner la part importante (environ 50% en 2013 et 2014) des dispositifs de création de l'auto-emploi (ANSEJ, CNAC, ANGEM) et les contrats de travail aidé (CTA).

Tableau 8 : Projection de la demande en emplois (en milliers)

CHOMAGE CONSTANT ET ACTIVITE FEMININE :																
	CONSTANTE (14%)				EN HAUSSE (20% EN 2025)				EN HAUSSE (30% EN 2025)				EN HAUSSE (41% EN 2025)			
	2010	2015	2020	2025	2010	2015	2020	2025	2010	2015	2020	2025	2010	2015	2020	2025
Taux d'activité hommes	0.76	0.78	0.81	0.81	0.76	0.78	0.81	0.81	0.76	0.78	0.81	0.81	0.76	0.78	0.81	0.81
Taux d'activité femmes	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.16	0.18	0.20	0.14	0.20	0.25	0.30	0.14	0.24	0.33	0.41
Taux de chômage hommes	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081	0.081
Taux de chômage femmes	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191	0.191
HOMMES																
Population occupée	8435.8	9668.6	10632.1	11442.8	8435.8	9668.6	10632.1	11442.8	8435.8	9668.6	10632.1	11442.8	8435.8	9668.6	10632.1	11442.8
Emplois à créer	1232.8	963.5	810.7		1232.8	963.5	810.7		1232.8	963.5	810.7		1232.8	963.5	810.7	
Moyenne annuelle	246.6	192.7	162.1		246.6	192.7	162.1		246.6	192.7	162.1		246.6	192.7	162.1	
FEMMES																
Population occupée	1347.7	1488.2	1588.7	1692.3	1347.7	1702.9	2045.1	2420.5	1347.7	2128.7	2840.4	3630.8	1347.7	2505.7	3744.5	5016.2
Emplois à créer	140.6	100.4	103.6		353.6	342.1	375.4		781.0	711.7	790.4		1158.1	1238.8	1271.7	
Moyenne annuelle	28.1	20.1	20.7		70.7	68.4	75.1		156.2	142.3	158.1		231.6	247.8	254.3	
ENSEMBLE																
Population occupée	9783.5	11156.8	12220.8	13135.1	9783.5	11371.5	12677.2	13863.4	9783.5	11787.3	13472.5	15073.6	9783.5	12174.3	14376.6	16459.0
Emplois à créer	1373.3	1064.0	914.3		1588.0	1305.7	1186.2		2013.8	1675.3	1601.1		2390.8	2202.3	2082.4	
Moyenne annuelle	274.7	212.8	182.9		317.6	261.1	237.2		402.8	335.1	320.2		478.2	440.5	416.5	

CHOMAGE EN BAISSSE ET ACTIVITE FEMININE :																
	CONSTANTE (14%)				EN HAUSSE (20% EN 2025)				EN HAUSSE (30% EN 2025)				EN HAUSSE (41% EN 2025)			
	2010	2015	2020	2025	2010	2015	2020	2025	2010	2015	2020	2025	2010	2015	2020	2025
Taux d'activité hommes	0.76	0.78	0.81	0.81	0.76	0.78	0.81	0.81	0.76	0.78	0.81	0.81	0.76	0.78	0.81	0.81
Taux d'activité femmes	0.14	0.14	0.14	0.14	0.14	0.16	0.18	0.20	0.14	0.20	0.25	0.30	0.14	0.24	0.33	0.41
Taux de chômage hommes	0.081	0.070	0.060	0.050	0.081	0.070	0.060	0.050	0.081	0.070	0.060	0.050	0.081	0.070	0.060	0.050
Taux de chômage femmes	0.191	0.150	0.130	0.100	0.191	0.150	0.130	0.100	0.191	0.150	0.130	0.100	0.191	0.150	0.130	0.100
HOMMES																
Population occupée	8435.8	9784.3	10875.1	11828.8	8435.8	9784.3	10875.1	11828.8	8435.8	9784.3	10875.1	11828.8	8435.8	9784.3	10875.1	11828.8
Emplois à créer	1348.5	1090.8	953.8		1348.5	1090.8	953.8		1348.5	1090.8	953.8		1348.5	1090.8	953.8	
Moyenne annuelle	269.7	218.2	190.8		269.7	218.2	190.8		269.7	218.2	190.8		269.7	218.2	190.8	
FEMMES																
Population occupée	1347.7	1563.6	1708.4	1882.6	1347.7	1787.3	2197.2	2690.5	1347.7	2236.5	3054.6	4039.2	1347.7	2632.7	4026.8	5580.4
Emplois à créer	216.0	144.8	174.2		439.6	409.9	493.3		888.9	818.0	984.6		1285.0	1394.1	1553.6	
Moyenne annuelle	28.1	20.1	20.7		70.7	68.4	75.1		156.2	142.3	158.1		231.6	247.8	254.3	
ENSEMBLE																
Population occupée	9783.5	11348.0	12583.5	13711.5	9783.5	11571.6	13072.2	14519.3	9783.5	12020.9	13929.6	15868.0	9783.5	12417.0	14901.9	17409.3
Emplois à créer	1564.5	1235.5	1127.9		1788.1	1500.6	1447.1		2237.4	1908.8	1938.4		2633.5	2484.9	2507.4	
Moyenne annuelle	312.9	247.1	225.6		357.6	300.1	289.4		447.5	381.8	387.7		526.7	497.0	501.5	

C'est d'ailleurs en grande partie grâce à la contribution de ces dispositifs qu'on est parvenus à faire augmenter notablement la part des emplois à caractère économique dans le volume total des emplois créés ces dernières années (32% en 2008, 50% en 2014, voir Tableau 9). Mais en raison de leurs coût prohibitifs, il y a lieu de se poser des questions sur la soutenabilité de leur financement dans les années à venir dans le contexte de rétrécissement des ressources du au recul du prix du baril. Surtout lorsque l'on place ces données dans le cadre global du coût de la politique d'emploi menée par les gouvernements successifs de ces dernières années où les emplois d'insertion et les emplois sociaux représentent encore en 2014 plus de 700.000 unités.

Tableau 9 : Situation globale de l'emploi par secteur de création

(détails au tableau A.4 en annexe)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Emplois économiques (1)	292177	403401	410425	555829	724534	673302	721100
Emplois d'insertion (2)	221589	292307	321984	707028	275935	185136	161534
Emploi Social (3)	407579	414918	328570	448791	510596	539169	557645
Total(4)	921345	1110626	1061084	1711648	1511065	1397607	1440279
Part économique (1/4) %	32	36	39	32	48	48	50

(1)ANEM (hors DAIP), CTA , ANSEJ, CNAC, ANGEM, Fonction Publique

(2)DAIP , PID (3)DAIS , TUPHIMO, IAIG

Sources : Ministère de la Prospective et des Statistiques, Conseil National Economique et Social

Soulignons, enfin, que le relatif optimisme que laissent transparaître les projections que nous venons de présenter en terme de besoins en emplois nouveaux peut être largement contesté si l'on doit considérer dans l'exercice projectif, non pas le taux de chômage mesuré par l'enquête de l'ONS mais le taux de chômage « économique » qui exclut de la sphère des occupés les emplois d'insertion (PID, DAIP) et les emplois sociaux (TUPHIMO, DAIS, IAIG). Le tableau 10 présente le taux de chômage tel que mesuré par l'enquête de l'ONS ces dernières années et le taux de chômage réel que nous pourrions dénommer « taux de chômage économique » pour faire référence aux performances réelles de l'économie. Ce dernier, qui n'est en réalité jamais tombé en dessous de 16% (2013), frôle les 18 % au dernier

trimestre de 2015⁶. Le taux de chômage réel semble avoir été systématiquement 1,6 fois plus élevé que le taux enregistré à l'enquête de l'ONS depuis 2009.

Il est clair que si l'on devait refaire le même exercice de projection des besoins en emplois nouveaux pour tenir compte de ce taux de chômage réel, les résultats conduiraient à des chiffres beaucoup plus exigeants eu égard aux performances de l'économie en matière de création d'emplois.

Tableau 10 :Taux de chômage réel et taux de chômage observé à l'enquête ONS

	2009	2010	2013	2014	2015
Chômeurs au sens du BIT (ONS)	1072000	1077000	1175000	1214000	1337000
Emplois non économiques	629168	650554	724305	719179	-
Total chômeurs réel	1701168	1727554	1899305	1933179	-
Population active	10544000	10812000	11964000	11453000	11932000
Taux de chômage réel(1)	16.1	16.0	15.9	16.9	17.9*
Taux de chômage ONS(2)	10.2	10.0	9.8	10.6	11.2
(1)/(2)	1.58	1.60	1.62	1.59	1.60
Demandeurs d'emplois ANEM	963016	1090963	2048531	2050230	-

* estimé sur la base d'un rapport de 1.6

Sources : ONS, Ministère de la Prospective et des Statistiques, Conseil National Economique et Social

References

- Coale A.J. et Guo G. (1989), "Revised regional life tables at very low levels of mortality", *Population Index*, 55(4), pp.613-643

-Ministère de la Prospective et des Statistiques, *Rapport sur l'emploi: la situation du marché et les politiques de l'emploi*, Direction Générale du Développement Social et de la Démographie, Alger, Avril 2011.

-ONS, www.ons.dz

⁶Au tableau 10 nous donnons à titre indicatif les chiffres des demandeurs d'emplois (chômeurs) enregistrés par l'ANEM. Si nous devons considérer ces chiffres, le taux de chômage en 2014 aurait déjà atteint 17.9%.

- Shorter F.C., Pasta D. and Sendek R. (1990), *Computational Methods for Population Projections: With Particular Reference to Development Planning*, The Population Council, New York
- United Nations (1982), *Model life table for developing countries*, Population Studies n°77, ST/ESA/SerA/77, 351 p., New York
- United Nations (2009), *World Fertility Pattern 2009*, Population Division, New York
- United Nations (2011), *World Mortality Report 2011*, POP/DB/WMR/Rev 2011/1/F5-1, Population Division, New York

Tableau A.1: Population observée au recensement de 2008 et projetée au 1/01/2010

	Population recensée au 16/04/2008			Population projetée au 1/01/2010		
	Masculin	Féminin	Total	Masculin	Féminin	Total
0-4	1687,8	1611,2	3299,0	1743,5	1664,5	3408,0
5-9	1520,8	1454,6	2975,4	1571,0	1502,7	3073,7
10-14	1729,6	1660,0	3389,5	1786,7	1714,8	3501,5
15-19	1927,9	1858,3	3786,2	1991,6	1919,7	3911,3
20-24	1969,7	1903,6	3873,2	2034,7	1966,4	4001,2
25-29	1764,4	1715,6	3480,0	1822,6	1772,3	3594,9
30-34	1465,1	1447,7	2912,8	1513,5	1495,5	3009,0
35-39	1242,4	1235,4	2477,8	1283,4	1276,2	2559,6
40-44	1026,6	1016,2	2042,8	1060,5	1049,7	2110,2
45-49	817,8	814,3	1632,1	844,8	841,2	1686,0
50-54	678,6	664,7	1343,3	701,0	686,6	1387,6
55-59	504,6	501,1	1005,7	521,3	517,7	1038,9
60-64	358,4	375,8	734,3	370,3	388,3	758,5
65-69	302,8	323,6	626,4	312,8	334,3	647,1
70-74	254,0	278,4	532,4	262,4	287,6	550,0
75+	327,1	361,9	689,0	337,9	373,9	711,8
Total	17577,5	17222,5	34800,0	18158,0	17791,3	35949,2

Tableau A.2:Effectif de la population projetée par âge et sexe (maximum)

Femmes	2010	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2045	2050
0-4	1664,4	2164,0	2380,6	2274,0	2135,1	2024,8	2041,3	2209,6	2360,0
5-9	1502,7	1654,5	2207,9	2377,4	2271,5	2133,1	2023,2	2039,9	2208,4
10-14	1714,8	1500,8	1659,3	2206,1	2375,9	2270,4	2132,4	2022,7	2039,6
15-19	1919,7	1713,4	1499,1	1657,4	2204,0	2374,1	2269,0	2131,4	2021,9
20-24	1966,4	1917,6	1709,1	1496,5	1655,0	2201,1	2371,3	2266,7	2129,5
25-29	1772,3	1963,8	1911,0	1705,5	1493,7	1652,1	2197,7	2367,9	2263,7
30-34	1495,5	1769,2	1955,5	1906,2	1701,6	1490,6	1649,0	2193,8	2364,0
35-39	1276,2	1491,8	1759,2	1948,6	1900,3	1696,9	1486,9	1645,3	2189,3
40-44	1049,7	1271,2	1479,3	1749,9	1939,6	1892,4	1690,6	1482,0	1640,4
45-49	841,2	1042,8	1255,1	1467,1	1737,2	1927,1	1881,5	1682,0	1475,2
50-54	686,6	831,4	1022,7	1239,0	1450,4	1719,6	1909,4	1866,0	1669,2
55-59	517,7	672,3	808,0	1002,7	1217,7	1428,4	1696,1	1886,2	1845,3
60-64	388,3	498,3	645,1	783,7	976,4	1189,7	1399,5	1666,4	1856,9
65-69	334,3	362,8	468,3	614,1	751,1	941,2	1152,5	1362,1	1627,6
70-74	287,6	297,4	327,4	430,0	570,7	705,3	891,4	1100,2	1308,2
75+	373,9	457,7	491,0	566,8	715,2	945,4	1225,9	1593,4	2041,1
Total	17791,0	19609	21578,5	23425,1	25095,3	26592,2	28017,7	29515,6	31040,4
Hommes									
0-4	1743,5	2283,7	2508,2	2392,3	2244,4	2127,2	2143,7	2319,8	2477,2
5-9	1571,0	1734,1	2332,6	2505,7	2390,1	2242,6	2125,7	2142,4	2318,5
10-14	1786,7	1568,7	1739,8	2331,4	2504,7	2389,4	2242,1	2125,3	2142,0
15-19	1991,6	1784,7	1566,8	1737,3	2328,6	2502,0	2387,2	2240,2	2123,7
20-24	2034,7	1988,7	1776,4	1561,6	1732,0	2321,9	2495,3	2381,2	2235,0
25-29	1822,6	2031,2	1973,8	1768,3	1554,8	1724,7	2312,4	2485,5	2372,2
30-34	1513,5	1818,7	2014,1	1964,5	1760,2	1547,9	1717,3	2302,9	2475,8
35-39	1283,4	1508,8	1802,9	2003,9	1955,2	1752,3	1541,3	1710,3	2294,0
40-44	1060,5	1276,9	1492,8	1790,2	1990,7	1943,0	1741,9	1532,7	1701,3
45-49	844,8	1051,1	1256,9	1476,2	1771,7	1971,3	1925,0	1726,8	1520,2
50-54	701,0	830,8	1024,9	1233,4	1450,1	1741,8	1939,4	1895,4	1701,5
55-59	521,3	679,7	799,6	995,1	1199,8	1412,7	1699,0	1894,5	1853,9
60-64	370,3	493,3	643,1	764,6	954,9	1154,7	1362,9	1643,3	1836,5
65-69	312,8	337,3	454,7	599,1	716,8	899,9	1092,7	1295,3	1567,7
70-74	262,4	269,4	297,0	405,4	539,8	651,3	823,4	1004,8	1196,1
75+	337,9	405,7	423,6	477,4	604,9	797,9	1011,9	1290,1	1616,0

Total	18158,0	20063,0	22107,1	24006,2	25698,6	27180,6	28561,2	29990,5	31431,8
Ensemble									
0-4	3407,9	4447,7	4888,8	4666,3	4379,5	4152,0	4185,0	4529,4	4837,2
5-9	3073,7	3388,6	4540,5	4883,1	4661,6	4375,7	4148,9	4182,3	4526,9
10-14	3501,5	3069,5	3399,1	4537,5	4880,6	4659,8	4374,5	4148,0	4181,6
15-19	3911,3	3498,1	3065,9	3394,7	4532,6	4876,1	4656,2	4371,6	4145,6
20-24	4001,1	3906,3	3485,5	3058,1	3387,0	4523,0	4866,6	4647,9	4364,5
25-29	3594,9	3995,0	3884,8	3473,8	3048,5	3376,8	4510,1	4853,4	4635,9
30-34	3009,0	3587,9	3969,6	3870,7	3461,8	3038,5	3366,3	4496,7	4839,8
35-39	2559,6	3000,6	3562,1	3952,5	3855,5	3449,2	3028,2	3355,6	4483,3
40-44	2110,2	2548,1	2972,1	3540,1	3930,3	3835,4	3432,5	3014,7	3341,7
45-49	1686,0	2093,9	2512,0	2943,3	3508,9	3898,4	3806,5	3408,8	2995,4
50-54	1387,6	1662,2	2047,6	2472,4	2900,5	3461,4	3848,8	3761,4	3370,7
55-59	1039,0	1352,0	1607,6	1997,8	2417,5	2841,1	3395,1	3780,7	3699,2
60-64	758,6	991,6	1288,2	1548,3	1931,3	2344,4	2762,4	3309,7	3693,4
65-69	647,1	700,1	923,0	1213,2	1467,9	1841,1	2245,2	2657,4	3195,3
70-74	550,0	566,8	624,4	835,4	1110,5	1356,6	1714,8	2105,0	2504,3
75+	711,8	863,4	914,6	1044,2	1320,1	1743,3	2237,8	2883,5	3657,1
Total	35949,0	39672,0	43685,6	47431,3	50793,9	53772,8	56578,9	59506,1	62472,2

Tableau A.3: Effectif de la population projetée par âge et sexe (minimum)

Femmes	2010	2015	2020	2025	2030	2035	2040	2045	2050
0-4	1664,4	2211,1	2065,9	1923,1	1793,4	1705,5	1704,9	1782,3	1845,0
5-9	1502,7	1660,8	2207,5	2056,5	1921,0	1791,7	1686,8	1702,8	1780,7
10-14	1714,8	1500,9	1659,2	2190,5	2055,2	1920,1	1770,9	1686,2	1702,3
15-19	1919,7	1712,3	1499,0	1656,2	2188,4	2053,7	1892,6	1770,3	1685,7
20-24	1966,4	1915,4	1709,0	1496,3	1653,7	2185,6	2020,7	1891,7	1769,5
25-29	1772,3	1960,9	1910,9	1705,4	1493,5	1650,9	2149,8	2019,5	1890,6
30-34	1495,5	1766,2	1955,3	1906,2	1701,4	1490,3	1649,1	2148,0	2017,8
35-39	1276,2	1488,3	1759,1	1948,8	1900,3	1696,7	1495,0	1647,0	2145,3
40-44	1049,7	1267,2	1479,3	1750,5	1939,8	1892,5	1703,5	1491,7	1643,4
45-49	841,2	1038,1	1255,1	1468,1	1737,7	1927,3	1899,7	1696,7	1485,8
50-54	686,6	826,8	1022,7	1240,5	1451,4	1720,1	1933,2	1887,5	1686,3
55-59	517,7	668,8	808,1	1004,9	1219,1	1429,3	1721,5	1911,9	1868,0
60-64	388,3	496,5	645,3	786,4	978,5	1191,1	1420,2	1687,9	1877,4

65-69	334,3	362,4	468,4	617,3	753,6	943,2	1162,5	1371,7	1635,2
70-74	287,6	296,5	327,5	433,6	573,8	707,7	887,0	1093,0	1296,6
75+	373,9	433,6	491,3	574,5	723,0	952,9	1262,6	1633,3	2085,7
Total	17791,0	19605,9	21264	22758,8	24084	25258,5	26359,9	27421,8	28415,2

Hommes

0-4	1743,5	2335,2	2176,6	2024,4	1885,1	1791,8	1789,1	1867,2	1930,7
5-9	1571,0	1741,0	2332,5	2174,8	2022,6	1883,6	1772,2	1785,7	1864,0
10-14	1786,7	1569,4	1739,8	2331,6	2174,0	2022,0	1861,8	1771,0	1784,6
15-19	1991,6	1782,8	1566,8	1737,3	2328,7	2171,7	1990,5	1860,6	1769,9
20-24	2034,7	1983,4	1776,4	1561,6	1732,0	2322,1	2126,9	1988,6	1858,9
25-29	1822,6	2024,2	1973,8	1768,3	1554,8	1724,7	2264,3	2124,0	1986,0
30-34	1513,5	1812,8	2014,1	1964,5	1760,2	1547,9	1723,1	2260,4	2120,5
35-39	1283,4	1504,3	1802,9	2003,9	1955,2	1752,3	1556,4	1719,0	2255,3
40-44	1060,5	1272,3	1492,8	1790,2	1990,7	1943,0	1764,8	1550,4	1712,6
45-49	844,8	1046,0	1256,9	1476,2	1771,7	1971,3	1953,6	1751,8	1539,2
50-54	701,0	825,7	1024,9	1233,4	1450,1	1741,8	1970,5	1927,9	1729,4
55-59	521,3	675,9	799,6	995,1	1199,8	1412,7	1724,3	1925,2	1885,0
60-64	370,3	492,4	643,1	764,6	954,9	1154,7	1373,6	1656,5	1852,3
65-69	312,8	338,1	454,7	599,1	716,8	899,9	1087,8	1287,6	1557,1
70-74	262,4	269,8	297,0	405,4	539,8	651,3	804,0	979,9	1164,8
75+	337,9	382,9	423,6	477,4	604,9	797,9	1056,0	1339,6	1676,0
Total	18158,0	20056,3	21776	23307,6	24641	25788,6	26818,8	27795,5	28686,2

Ensemble

0-4	3407,9	4546,3	4242,5	3947,5	3678,5	3497,3	3494,0	3649,5	3775,7
5-9	3073,7	3401,8	4540,0	4231,3	3943,6	3675,3	3459,0	3488,5	3644,7
10-14	3501,5	3070,3	3399,0	4522,1	4229,2	3942,1	3632,7	3457,2	3486,9
15-19	3911,3	3495,1	3065,8	3393,5	4517,1	4225,4	3883,1	3630,9	3455,6
20-24	4001,1	3898,8	3485,4	3057,9	3385,7	4507,7	4147,6	3880,3	3628,4
25-29	3594,9	3985,1	3884,7	3473,7	3048,3	3375,6	4414,1	4143,5	3876,6
30-34	3009,0	3579,0	3969,4	3870,7	3461,6	3038,2	3372,2	4408,4	4138,3
35-39	2559,6	2992,6	3562,0	3952,7	3855,5	3449,0	3051,4	3366,0	4400,6
40-44	2110,2	2539,5	2972,1	3540,7	3930,5	3835,5	3468,3	3042,1	3356,0
45-49	1686,0	2084,1	2512,0	2944,3	3509,4	3898,6	3853,3	3448,5	3025,0
50-54	1387,6	1652,5	2047,6	2473,9	2901,5	3461,9	3903,7	3815,4	3415,7
55-59	1039,0	1344,7	1607,7	2000,0	2418,9	2842,0	3445,8	3837,1	3753,0
60-64	758,6	988,9	1288,4	1551,0	1933,4	2345,8	2793,8	3344,4	3729,7
65-69	647,1	700,5	923,1	1216,4	1470,4	1843,1	2250,3	2659,3	3192,3

70-74	550,0	566,3	624,5	839,0	1113,6	1359,0	1691,0	2072,9	2461,4
75+	711,8	816,5	914,9	1051,9	1327,9	1750,8	2318,6	2972,9	3761,7
Total	35949,0	39662,2	43039	46066,4	48725	51047,1	53178,7	55217,3	57101,4

Tableau A.4: Emplois créés par secteur

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Emplois économiques							
ANEM	155272	178884	179821	181589	214812	260154	304383
ANSEJ	13957	57915	60029	92682	129208	96233	93140
CNAC*	3677	8339	15804	35953	59125	41786	40000
ANGEM	63149	91101	77934	161417	219641	166053	176315
Fonction publique**	56122	59135	60000	60000	60000	60000	60000
CTA****	-	8027	16837	24188	41753	49076	47262
Sous-total	292177	403401	410425	555829	724539	673302	721100
Emplois d'insertion							
DAIP	164296	277618	273141	660810	241933	138973	113417
PID	57293	14689	48843	46218	34002	46163	48117
Sous-total	221589	292307	321984	707028	275935	185136	161534
Emploi Social							
DAIS	132484	143414	62161	175588	488609	502842	512818
THUP HIMO	13201	15964	12098	12308	21987	36327	44827
IAIG***	261894	255540	254311	260895			
Sous-total	407579	414918	328570	448791	510596	539169	557645
Grand total	921345	1110626	1060979	1711648	1511070	1397607	1440279

Source: Ministère de la Prospective et des Statistiques et Conseil

National Economique et Social

* estimation pour 2014

** estimation après 2010

*** basculé vers le DAIS après 2011

**** Contrat de Travail Aidé: emploi aidé au profit d'une entreprise économique, politique d'insertion mais avec une logique économique

Le Souk de Sefrou : une contribution de Geertz dans la réévaluation de la culture*

Pr. Mourad Moulai Hadj**

Résumé

L'enquête de terrain menée par C Geertz sur le souk de Sefrou est une remarquable contribution dans l'Anthropologie du Maghreb qui donne un sens et une réflexion sur le bazar comme institution économique et sociale, et son rapport étroit au culturel.

Nous assistons à une analyse très avancée de cette institution (le bazar) là où se développe des rapports d'interdépendance entre les acteurs et des symboles qui régularisent la quotidienneté de la population. Il est à noter que le bazar est représenté comme un ensemble formé par les acteurs par des valeurs culturelles et religieuses qui donnent sens à cet espace social et culturel. De même le souk est considéré par Geertz comme une expression culturelle résultant d'une coexistence d'une formation sociale, basée sur une division du travail. Cette division du travail n'a de sens chez les acteurs sans recours à un consensus culturel et social. En outre et pour développer l'aspect culturel du bazar, Geertz déchiffre et analyse le rôle du bazar dans la circulation des nouvelles entre les acteurs et le développement d'une communauté communicante.

L'objet de notre communication s'articulera autour de ces paramètres culturels, en mettant en exergue la contribution de Geertz dans la réévaluation de la culture.

Introduction

Geertz de par son précieux apport est considéré comme étant l'un des anthropologues qui ont donné une grande impulsion au développement d'anthropologie du Maroc et l'anthropologie du Maghreb en générale. Il a eu l'intelligence et la finesse d'étudier la société marocaine à travers l'utilisation réussie de l'observation

* Communication présentée dans un colloque autour de Clifford Geertz , Lyon, le 23-24-25 Janvier 2008

** Professeur en sociologie, Département de Sociologie, Faculté des Sciences Sociales, Université Oran2, & Directeur de Recherches au CRASC, Oran.

et la description dense (thick description) de cette société musulmane. Cette approche méthodologique pour l'étude anthropologique de la culture musulmane est une suite de la recherche sur le monde musulman. Selon Geertz la tâche de la compréhension culturelle nécessite l'observation de ce qui se produit entre les individus dans le royaume de l'intersubjectivité (cf. Rosaldo J., 1997 :30). Après l'étude de la société indonésienne 'islam observed 1968', Geertz a choisi le terrain Maghrébin et marocain pour continuer précieusement ses recherches tout en favorisant le travail du terrain (field work) de la théorie et l'académique. Geertz privilégie le travail de terrain et le considère comme un facteur qui nourrit et crée son âme plus que le travail académique (Cf. Haskins, C.H., 1999).

La recherche anthropologique sur la société marocaine est appréhendée comme une amorce ébauche d'une nouvelle tradition de recherche utilisant la méthode de description dense sur une communauté restreinte qui est le souk dans un village marocain « Sefrou ». Il convient de préciser que cette recherche représente une relance dans l'approche interprétative.

1. La culture et l'anthropologie symbolique et interprétative

Geertz est connu par ses théories de la culture et de l'interprétation culturelle qui lui ont permis de développer un courant en anthropologie symbolique et interprétative. Il considère que toute culture contient sa propre interprétation pour mettre l'accent sur le sens, sur le point de vue indigène et du savoir local. L'étude de la culture pour Geertz commence par la compréhension et la réponse à la question, comment les individus se comprennent eux mêmes ?

Il y a tant d'approches théoriques qui traitent de la relation entre les facteurs économiques et les phénomènes sociaux et les types culturels. Geertz a pu à travers ses différentes études de terrain sur la société musulmane de mettre en avant une interaction entre l'anthropologie économique, sociale et culturelle. Influencé par Max Weber, Geertz a fait de sa théorie un modèle qui considère la culture comme facteur déterminant la vie économique et matérielle dans la société. Ce courant de pensée voit dans les valeurs religieuses chez les protestants, un apport dans le développement du capitalisme en Europe durant le 16^{ème} et le 17^{ème} siècle et tout ce qui a eu comme effet sur les

comportements et les activités économiques et industrielles. Addi écrit : « Représentant de l'anthropologie symbolique, Geertz est l'auteur qui a remis à l'honneur Max Weber dans la discipline, dominée jusque-là par l'anthropologie sociale issue de Durkheim qui privilégie la description explicative au détriment de l'analyse compréhensive » (Addi. L, 2003:9).

Geertz insiste particulièrement sur l'importance de la culture dans la société et la signification comme moyen pour les individus de s'identifier et créer leur humanité, aussi « la culture pour Geertz n'est pas arbitrairement limitée par une prise de position objectivant qui isole un peuple de ses voisins. Elle est limitée plutôt par son idée de complexité, c.-à-d. qu'une culture est le résultat des tentatives individuelles de transformer le monde en réservoir de signes, donnant la possibilité à chacun de créer de multiples systèmes de signification » (Lanoue, G., sans date).

L'insistance sur la valeur de la culture comme résultat d'une vie interactive sociale entre les individus suite au processus historique des événements a conduit Geertz à développer son approche de la culture interprétative. Dans son ouvrage intitulé « Available Light », Geertz dit : « la perception du sens dans sa forme interprétative - les sons, les images, les sensations, les gestes..., apparaît seulement à travers les jeux de langage, les discours des communautés, les références des systèmes d'intersubjectivité et les façons d'imaginer le monde »(Geertz, C, 2000 :76).

L'anthropologie culturelle a des relations avec les autres disciplines des sciences sociales et humaines puisque l'anthropologie interprétative de Geertz approche la culture comme des textes que l'anthropologue doit déchiffrer et relier l'anthropologie aux sciences humaines et l'histoire. En même temps on voit que les historiens sont amenés à interpréter des narrations historiques comme des textes tout en insistant sur le sens culturel et le contexte de leurs créations.

Depuis les années soixante dix et avec les études de Geertz, l'anthropologie interprétative a donné plus de considération à la description et l'interprétation à tout ce qu'a de sens chez les natifs des communautés. Pour lui les symboles sont des « véhicules de la culture" (Ortner, Sherry B, 1983 :129) il voit, avec les interprétatifs, les cultures comme des textes significatifs

que les natifs d'une société lisent constamment et que les ethnographes doivent déchiffrer. Selon Geertz les anthropologues peuvent choisir n'importe quel élément de la culture qui les intéresse, tout en étudiant en profondeur ces composantes afin d'informer ses lecteurs sur les significations de cette culture. Les sens portés par les formes symboliques du public, y compris les mots, les rites et les coutumes (Cf. Kottak , C.P., 1997 :26).

Retournant à l'étude du souk de Sefrou, nous voulons présenter maintenant quelques éléments qui nous indiquent un peu plus clairement, le développement de l'approche interprétative de Geertz tout en insistant sur le souk comme institution culturelle dans le village de Sefrou au Maroc. De cela nous considérons que Geertz réévalue la culture après ses études sur le monde musulman (à Bali et Sefrou), pour soutenir et appuyer les études classiques de la culture inaugurée par F. Boas et les autres culturalistes tels que Mead et Bendict. Le Bazar, selon Geertz est « un système singulier de relations sociales, centré autour de la production et de la consommation des biens et de services, une espèce particulière d'économie qui mérite une analyse en tant que telle » (Geertz, C., 2003 :58)

2. Une mosaïque ethnique dans le souk de Sefrou

Le souk de Sefrou a été un terrain privilégié pour Geertz et ce, afin d'étudier les relations ethniques entre les *swaquas*. Le bazar est représenté, en plus de son caractère physique, comme ensemble de marchands et de locaux commerciaux, c'est un espace de socialisation et d'interaction sociale et culturelle. Cette particularité intéresse Geertz pour développer une description dense montrant la multiplication de l'origine sociale des individus qui visitent quotidiennement le souk ou qui sont toujours en contact permanent avec ce milieu suite à leur identité professionnelle. On y trouve des marchands des produits agricoles et artisanaux et des clients (*swaquas*).

Geertz décrit avec pertinence cette mosaïque ethnique à partir de l'analyse du terme *Nisba*. Ce dernier est constitué de quelques indicateurs qui caractérisent et identifient l'hétérogénéité de la classe commerçante du souk telle que : la langue, la religion, le lieu de naissance, la résidence, la race, la profession, etc. Cette différenciation est très importante dans l'analyse de la complexité des relations sociales et culturelles qui

apparaissent dans le souk. Il y a une multiplicité des appartenances de ces gens qui affectait la particularité de cet espace économique. Selon Geertz cette diversité ethnique n'a pas encouragé «la cristallisation d'une classe commerçante enkystée culturellement, à moitié intruse et à moitié paria »(Geertz, C., 2003 :80).

Parmi les points forts de l'analyse des catégories culturelles appliquées dans le souk de Sefrou nous pouvons citer l'effort de Geertz dans la collecte des données statistiques pour essayer de déterminer des indicateurs sociologiques et des qualités socio-ethniques qui représentent les types de *nisba*. En même temps il cite certains facteurs sociologiques qui engendrent la mosaïque ethnique à Sefrou et contribuent à le reproduire, tels que la migration rurale, l'intégration linguistique et le contraste religieux (Geertz, C., 2003 :84).

L'étude approfondie de la *nisba* à Sefrou a permis d'établir nous faire un schéma clair sur l'association des caractères socio ethniques et professionnels. Geertz note ainsi la présence des anciens groupes urbains sefrouis tels que les arabes et les juifs nés en ville et s'activent dans le secteur traditionnel du bazar en exerçant des métiers artisanaux et pratiquant le commerce traditionnel, qui représentent les métiers les plus étendus dans la ville. On constate donc une domination du souk par ces deux groupes ethniques nommés les vieux sefrouis (les arabes et les juifs) jusqu'en 1960. Les deux autres groupes sociaux sont les arabes migrants et les berbères qui constituent la masse laborieuse dans le souk.

La mosaïque ethnique suscitée se reproduit et s'organise autour d'une division du travail qui inculque une perception envers les différents groupes socio-ethniques et influence la stratification sociale et la position sociale de ces groupes dans la société. Le souk est pour Geertz « expression culturelle » d'une formation sociale qui coexiste avec la division du travail » (Boraslam , H., 2005).

Enfin, et selon Geertz, il est très important d'analyser le fonctionnement du souk à partir du terme *nisba* : « Pour expliquer ce système, et rendre compte en général de l'organisation sociale du bazar est nécessaire de parler non pas en termes de groupes et de classes, ou de quelque autre construction

sociologique de l'observateur extérieur, mais en terme de types de métiers et de type de nisba- les fragments de la mosaïque» (Boraslam, H., 2005 :86) .

3. L'harmonie du religieux et du commercial

La deuxième force culturelle, qui façonne la quotidienneté des groupes sociaux dans le souk, est l'Islam, et cela suite à la place dominante qu'occupe cette religion dans la société marocaine en général et la ville de Fès en particulier. Certes l'islam a eu une influence particulière sur les transactions commerciales et les échanges entre les différents groupes sociaux dans cet espace commercial. Pour les anthropologues ce phénomène religieux, qui manifeste certaines particularités dans la société, ne peut pas être sans intérêt scientifique. Au contraire Geertz a développé ses analyses du souk de sefrou en se basant sur cet élément en plus de la nisba pour comprendre les mécanismes qui ordonnent et organisent la ville de Sefrou. Geertz écrit : « [l'Islam] se manifeste comme la coloration générale d'un style et d'une attitude dans les relations commerciales que seule une description ethnographique extensive pourrait rendre, et encore seulement de façon oblique »(Boraslam , H., 2005 :92).

Le habous et la zawiya représentent les deux éléments religieux clés qui ont permis à Geertz d'approfondir sa description du souk. Ces deux facteurs orientent les mécanismes et les procédures du commerce dans la société locale.

Le habous c'est un bien matériel dédié à la communauté musulmane et représente une institution religieuse qui façonne la quotidienneté de la majorité des swaquas. Geertz nous présente des statistiques sur la densité de cette propriété religieuse dans la région et qui englobe les magasins, les ateliers, les fours, les fondouks, les maisons, les jardins irrigués, les champs de blé tendre, et les oliviers etc. Toutes ces propriétés participent à la création d'un revenu qui va être versé à la communauté musulmane à Sefrou. En effet, l'Islam encourage l'activité commerciale, « l'Islam offre une justification religieuse au commerce comme activité utile et méritoire » (Boraslam , H., 2005 :94).

Pour cela, le *habous* organise les investissements et les dépenses en faveur de la communauté islamique, en plus de l'entretien des espaces culturels, il finance les rémunérations des fonctionnaires

religieux et des imams. Les pratiques de cette institution a permis le développement de la communication entre les gens de la communauté qui est renforcé par le système de « l'attribution aux enchères de l'usufruit des biens habous ». En outre la participation dans l'organisation économique et l'encouragement des activités commerçantes, le habous gère les loyers et l'héritage en matière d'acquisition le droit d'utilisation d'un local ou d'une parcelle de terre. «La contribution la plus importante de l'institution du habous à l'économie du bazar ne vient cependant ni de ces dépenses institutionnelles, ni de ses opérations agricoles, mais dans l'établissement des loyers dans les propriétés commerciales urbaines » (Boraslam , H., 2005 :96). L'analyse de ce système religieux a conduit Geertz à constater le déclin du rôle du régime habous dans la communauté musulmane. Il cite à ce sujet les facteurs influençant ce régime d'organisation, tel que la modernisation de l'espace urbain, les effets négatifs du colonialisme en matière de la propriété foncière, et les réformes de l'état.

La *zawiya* est un autre élément religieux qui exerce directement une influence sur l'économie du bazar. Le Maroc est très connu par la diffusion de ces pratiques et les différentes sectes actives du soufisme. L'importance de cette institution se caractérise dans sa participation effective du développement de l'économie du bazar, puisque tous les fidèles et les membres des *zawiyas* étaient des artisans ou des marchands. Geertz essaye de nous présenter une belle et précieuse image comparative entre les deux institutions religieuses suscitées (le habous et la *zawiya*) lorsqu'il écrit : « Ce que le habous faisait pour le système de propriété, la *zawiya* le faisait pour le système des professions : elle le configurait, elle le stabilisait et ce faisant, elle le renforçait » (Boraslam , H., 2005 :99). Cette analyse de la *zawiya* a été une occasion pour Geertz de faire une conjonction entre cette institution et les autres termes développés à Sefrou tels que *el herfa* (le métier) et *henta* (groupe d'entraide mutuelle). Il nous présente les différentes activités culturelles et culturelles pratiquées par les membres de cette institution pour parler de « la gradation de ces confréries des plus propres aux plus sales ». De cela, les différentes *herfa* (professions) sont classées d'une façon similaire des plus propres aux plus sales.

La henta trouvait sa présence dans la force des zawiya dans les sphères économique, sociale et culturelle, elle consistait à promouvoir la solidarité entre les membres de la zawiya pour célébrer les cérémonies religieuses ou les réalisations des édifices pour la communauté. Cependant le rôle de la henta et de la zawiya, comme c'était le cas pour le habous, a connu un fléchissement dans sa vocation et ce, suite aux facteurs politiques et sociaux.

4. L'empreinte de la communauté juive sur le souk

A travers une analyse historique et ethnographique de la communauté juive, Geertz nous a montré le rôle de cette communauté dans la région de Sefrou. La description très riche de la présence des juifs dans le bazar, nous donne une idée précise sur l'intégration sociale et culturelle réussie de cette communauté dans la société marocaine⁷.

En reprenant le terme du *Nisba*, Geertz nous rappelle que la communauté juive au Maroc ne diffère pas de celle de la communauté musulmane, elle n'est pas considérée comme tribu à l'écart voire marginale de la société marocaine, bien au contraire les juifs sont des gens qui étaient très intégrés socialement dans la ville de Sefrou. Cette intégration sociale était très visible dans la quotidienneté des juifs qui ne se différenciaient aucunement de leurs voisins musulmans. Il y avait en effet une vie collective basée sur une division des tâches et des activités entre les deux communautés. Pour Geertz les musulmans exerçaient plus les activités de l'artisanat tant que les musulmans appréciaient le travail manuel tandis que les juifs en plus de l'artisanat, ils excellaient dans le commerce.

L'inculcation de la culture marocaine dans la vie de la communauté juive était très avancée puisque Geertz parle « de pénétration du mode de vie marocain dans la communauté

⁷ Dans une note de lecture du livre de Shlomo Deshen « the Mellah society : Jewish community life in sherifian Morocco » Chicago Studies in the history of Judaism, William SCOTT Green et al. eds. Chicago and london : University of Chicago Press 1989, Hunry Munson,J. trouve que Deshen suit Clifford Geertz, Lawrence Rosen et Dale Eickelman n'ont pas manqué d'insister sur le caractère individualiste, « inactif » et « fluide » de la société et de la culture marocaine. Cf. Hunry Munson,J. « note de lecture » in American Ethnologist, Vol. 17,N°4 (Nov.1990) :p.806.

juive ». Il nous décrit avec rigueur cette interaction culturelle entre les deux communautés quand il nous cite à juste titre que les juifs avaient leurs propres saints, mais honoraient aussi ceux des musulmans, et la langue arabe, et non l'hébreu, était leur langue domestique (Cf. C. Geertz, 2003:112).

Cependant la communauté juive est caractérisée par une spécificité qui l'a laissé se démarquer de la communauté musulmane. Nous constatons, en effet, que les juifs organisaient leur vie dans leurs espaces résidentiels et leurs quartiers afin de conserver et transmettre leur culture spécifique basée sur des normes et des valeurs qui orientent leurs perceptions et leurs représentations du monde et des choses. L'étude dense et approfondie de cette communauté a démontré que cette communauté vivait en symbiose et harmonie soudée et « l'hyper-organisation était l'aspect par lequel la communauté juive se distinguait avec le plus de force de la communauté musulmane » (Cf. C. Geertz, 2003:112).

IL importe de souligner à ce niveau que cette communauté juive était institutionnalisée par « un conseil de la communauté » constitué par les membres les plus riches donc les plus influents de la communauté. Ainsi cette institution gère la société juive à travers la division des classes qui se base principalement sur la richesse. Cette richesse était redevable pour la communauté puisque chaque catégorie sociale a une taxe à payer afin d'aider celle qui est la base de la pyramide. Geertz trouve que cette forme de solidarité a une forte relation avec une intense piété. Et de là, nous montre le rôle des deux institutions (le conseil de la communauté et le *riba*) dans la prise en charge de la communauté juive ; le conseil comme institution officielle auprès de l'Etat, négocie les droits de la communauté et le *riba* ou la confrérie joue de son côté un rôle religieux et philanthropique.

La coexistence des deux communautés dans l'espace marchand de Sefrou a été un autre élément de comparaison développé par Geertz, et que nous trouvons particulièrement très riche pour comprendre le devenir communautaire dans cette société Magrébine. La division du travail entre ces deux communautés nous a montré clairement la nature de l'intégration économique dans le souk de sefrou, et nous indique par ailleurs l'implication des juifs dans les activités du commerce. Cette activité aidait

ainsi les juifs à acquérir un statut social élevé dans la ville de Sefrou pour devenir par la suite de véritables médiateurs entre les arabes de la ville et les berbères de la campagne. La caractéristique des clients et leurs besoins ont orienté le commerce des juifs qui est était principalement de nature rurale ; ils étaient généralement des marchands ambulants et se concentraient dans des petits métiers Cf. C. Geertz, 2003:112).

En outre, Geertz nous présente une analyse fouillée sur les deux catégories bien distinctes de juifs : les « établis » et les itinérants », et voit dans l'activité commerciale des itinérants dans la ville comme un facteur de servitude de ces commerçants en faveur des établis : « En ville, les juifs « établis » étaient non seulement la source des capitaux pour les juifs « itinérants », mais ils leur fournissaient aussi nourriture et logements, procuraient toute une gamme de services d'assistance à leurs familles , et exerçaient un contrôle sur leur vie morale et religieuse » (Cf. C. Geertz, 2003:112).

On parvient avec Geertz à une certitude qui se résume dans le rôle actif des juifs concernant le changement tant économique que culturel. Il a remarqué que ces juifs ont amplement contribué dans l'institutionnalisation du bazar à Sefrou et ce, à travers leurs activités commerciales, et le développement du district des affaires modernes. Cela a permis aux juifs de s'impliquer pleinement et de s'intégrer entièrement dans la société marocaine moderne et en conséquence ouvrir l'économie locale vers la communauté européenne.

Enfin, Geertz nous renseigne sur le changement de la caractéristique démographique et ethnique dans la ville de Sefrou en 1969, pour conclure que cette époque était une fin proche pour la communauté juive.

A mon tour et pour conclure cet élément d'analyse concernant ces considérations nous amène à conclure l'empreinte de la communauté juive sur le souk et la ville de Sefrou, en reprenant à notre compte une citation merveilleuse et lumineuse de Geertz, et qui résume parfaitement le destin historique, économique, culturel et politique de cette communauté : « Après avoir aidé Sefrou à se projeter dans le commerce caravanier, après l'avoir connecté au bazar rural et l'avoir enclavée dans l'économie capitaliste, les juifs ont disparu de la scène et sont allés mettre en

pratique leur capacité au changement dans une autre histoire » (Cf. C. Geertz, 2003:112).

Conclusion

La contribution de Geertz dans la réévaluation de la culture est plus claire dans le travail qu'on vient d'étudier à partir de cette modeste communication. Nous avons privilégié l'analyse que Geertz développait à propos de son travail de terrain du Souk de Sefrou pour montrer cette richesse culturelle.

Le souk de Sefrou c'était un champ d'étude qui a contribué au développement d'une approche anthropologique reliant l'économique, l'historique et le culturel à la quotidienneté des individus. L'apport méthodologique de Geertz dans cette recherche à travers son observation et description dense, a pu donner naissance à un courant anthropologique favorisant la compréhension du sens que donnent les individus aux symboles, et l'interprétation de la culture.

L'appartenance identitaire et culturelle des gens de Sefrou a été un élément d'analyse et de fouille à partir de l'utilisation du terme *Nisba*, afin de découvrir le lien du commerce avec une hétérogénéité religieuse et culturelle de la classe marchande ou une mosaïque ethnique dans le Souk.

Cette thèse menait Geertz à développer une description de la religion et son effet sur l'organisation de l'activité marchande, sociale, culturelle et culturelle de deux communautés : les musulmans et les juifs. Pour cela, Geertz utilisait les institutions religieuses, (Habous, Zawiyas et Hinta) chez les musulmans et (le conseil communautaire et le Riba) chez les juifs, pour analyser les interactions sociale et culturelle dans les deux communautés. En outre ce système religieux n'a pas d'existence sans une interdépendance avec l'économique et par là Geertz nous montre une division de travail entre les deux communautés ; des musulmans orientés vers El *Hirfa* et l'artisanat et des juifs vers l'activité commerciale.

Liste bibliographique

Addi, Lahouari « les enjeux théoriques de l'anthropologie du Maghreb : lecture de Bourdieu, Geertz, Gellner et Berque », in Lahouari Addi, eds ; l'Anthropologie du Maghreb selon Berque, Bourdieu, Geertz et Gellner, Paris : Awal Ibis Press, 2003 : p.9.

Boraslam, Hamid «Ernest Gellner, Clifford Geertz et le Maghreb », in Revue Esprit, janvier 2005.

Geertz, Clifford ,Le Souk de Sefrou : sur l'économie du bazar, Paris : Editions Bouchene, 2003,p.58

Geertz, Clifford, « A life of Learning », American Council of Learned Societies: Charles Homer Haskins Lecture for 1999, Occasional paper N° 45.

Geertz, Clifford, Available Light: Anthropological Reflections on Philosophical Topics, Princeton: Princeton University Press, 2000: p.76

Kottak Conrad Phillip, Anthropology : The exploration of human diversity, New York : Mc Graw-Hill compagnies, 1997, p 26.

Lanoué, Guy «Geertz » , sans date, Université de Montréal.

Munson, Hunry J. « note de lecture » in American Ethnologist, Vol. 17,N°4 (Nov.1990) :p.806.

Ortner, Sherry B. « Theory in Anthropology since the sixties », In Comparative Studies in Society and History, 26, 1983 : 129

Renato I Rosaldo J., « A note on Geertz as a cultural essayist » in Representations, N°59, Special issue: The fate of culture; Geertz and beyond, (Summer, 1997), p 30.

**Les stratégies éducatives familiales:
Étude sociologique de quelques familles à Bejaia**

BESSAI Rachid

Maître assistant en sociologie
Université Abderahmane MIRA –Béjaia

Résumé

Cette recherche s'inscrit dans le champ de la sociologie de l'éducation, dont l'objectif est l'étude des thématiques ayant un rapport à l'éducation, à la famille, et à l'école. Nous tenterons, à travers une approche sociologique qualitative, d'étudier les stratégies éducatives d'un groupe de familles de la région de Béjaia. L'intérêt sociologique de cette étude consiste à traiter la problématique des stratégies éducatives qu'entretient la famille lors de son interaction avec l'école afin de les décrire dans la réalité. Ainsi, voir ses formes tout en montrant ses influences multiples sur le plan scolaire, professionnel et social pour comprendre ce qui se passe à l'intérieure de la famille algérienne en matière de stratégies éducatives. Cette recherche répond donc à ce que nous avons ressenti comme un besoin, voire un manque, dans les études sociologiques algériennes consacrées à ce sujet.

Mots clés : stratégies éducatives - interaction sociale – socialisation - investissement scolaire.

Abstract

This research is in the field of sociology of education, whose objective is the study of topics with regard to education, family and school. We will try through a qualitative sociological approach to study the educational strategies of a group of families in the Bejaia region. The sociological significance of this study is to address the issue of educational strategies between the family during its interaction with the school to describe in reality. So, see its forms while showing its multiple influences on academic, social and professional to understand what is happening to the interior of the Algerian family's educational strategies. This research responds to what we felt as a need or a want, in Algerian sociological studies on this subject.

Key words: educational strategies - social interaction - socialization - School investment.

Introduction

Notre étude aborde en général la question des stratégies familiales en Algérie et nous tenterons, à travers une approche sociologique qualitative d'étudier les stratégies éducatives d'un groupe de familles dans la région de Béjaia. Il est difficile d'étudier la structure familiale à laquelle nous appartenons car nous-mêmes nous y sommes acteurs. On ne peut pas comprendre ce qui se passe dans la famille sur le plan éducatif sans prêter attention à ce qui se passe dans le milieu social auquel elle s'inscrit. En d'autres termes, elle est le produit social qui reflète l'image de la société. La vie familiale est affectée par les conditions et les changements que la société impose aux individus. Elle représente un sous-système social dans lequel l'enfant est élevé, grandi et apprend les premières règles qui définissent ses relations sociales avec autrui à travers le processus de socialisation (*DURNING Paul, 1995, p122*). On ne peut donc étudier la famille en dehors de sa réalité sociologique, de sa construction, des circonstances qui l'entourent et le système de valeurs qui guide les interactions des acteurs, qui nous permet par la suite d'interpréter et de comprendre les stratégies éducatives familiales.

Nous entendons par le concept « stratégies éducatives », tout ce qui renvoie aux actions menées par la famille sur le plan éducatif et scolaire et les moyens employés d'une manière consciente afin d'atteindre certains objectifs dans l'avenir à travers le processus de scolarisation des d'enfants. Les stratégies familiales apparaissent généralement sous forme d'une série de décisions et d'actions organisées par les parents afin de profiter des différentes possibilités qui s'offrent dans le milieu scolaire comme le choix de l'école pour les enfants, leurs orientation vers certaines spécialités, le choix de la langue, le mode de formation, le réseau des relations sociales et l'investissement au sein de l'environnement scolaire (*KELLERHALS Jean et MONTANDON Cléopâtre, 1991, p23*). Le but de cette étude est d'identifier les différentes stratégies éducatives menées par la famille dans l'éducation de ses enfants et leur apparition dans la réalité sociale. Notre objectif est de dégager également leurs formes tout en montrant leurs diverses influences sur le plan scolaire,

professionnel et social. Enfin, nous tenterons de mettre en évidence l'ampleur de la prise de conscience de la famille du rôle de ces stratégies dans le processus de scolarisation des enfants.

1/ Problématique

Notre problématique repose sur l'idée qu'il existe une sorte de contradiction dans la famille algérienne en général et dans la famille bougeotte en particulier. D'une part, nous remarquons que les stratégies menées par la famille expriment sa volonté et sa forte détermination à investir dans la scolarité des enfants. Ce qui signifie qu'elle essaye à tout prix de mettre tous les moyens nécessaires pour atteindre le succès scolaire et social et d'assurer un avenir prometteur pour ses membres. L'école, est pour la plupart des groupes sociaux un lieu d'apprentissage et de promotion sociale. Cet intérêt porté à l'école se manifeste par le biais de grands espoirs attachés à l'école qui se traduit probablement d'une façon implicite par une certaine gamme potentielle d'actes et d'enjeux selon lesquels la famille visait à maintenir ses objectifs où les parents investissent en permanence dans l'éducation de leurs enfants selon leurs niveaux d'instruction même si cela leur en coûte du temps ou d'argent.

D'autre part, selon certaines études qui ont porté sur les représentations des parents de l'école publique algérienne et de l'avenir de leurs enfants en son sein ainsi à travers ce que nous avons observé sur le terrain, il semble que les parents font preuve d'une sorte de pessimisme et de perte de confiance envers l'école. (*François DUBET, 1997, p65*) à qualifier ce phénomène comme « discours négatifs et des critiques de l'école par les parents ainsi que leurs rapports à l'institution scolaire qui sont souvent en situation de malentendu ». Ceci suggère que l'école n'est plus un centre d'intérêt pour les parents et ne lui font pas pleine confiance comme un moyen de promotion sociale pour leurs enfants. Ils préfèrent d'autres moyens de réussite pour leurs enfants sans passer par l'école. Cela indique d'après ce que nous avons expliqué qu'il existe un fait réel contradictoire entre ce que les parents disent à travers leurs opinions et perceptions de l'école, et ce qu'ils font en matière de pratiques éducatives quotidiennes.

Nous souhaitons conclure notre problématique par une série de questions que nous allons essayer d'y répondre à travers l'enquête

: Quelles sont les différentes stratégies éducatives et scolaires menées par la famille dans la région de Béjaïa? Quels sont les facteurs et les raisons qui poussent la famille à développer ce type de stratégies lors de son interaction avec l'école? Dans quelle mesure peut-on dire que la famille dans la région de Bejaia a pris conscience de l'enjeu scolaire dans le processus de scolarisation des enfants?

2 / méthodologie

Pour traiter la problématique que nous avons détaillée précédemment, nous avons opté pour une approche qualitative, qui semble, à notre avis, la plus appropriée pour traiter ce type de sujets parce que nous voulons expliquer certains aspects de l'éducation dans la famille à Bejaia et de comprendre ce qui se passe en termes de stratégies éducatives parentales. Notre utilisation du qualitatif dans cette étude se justifie également par le choix de la technique d'enquête car nous avons utilisé la technique de l'entrevue qui nous permet d'approfondir plus par une série de questions sous forme d'un entretiens destinés aux parents d'élèves par rapport à l'éducation et à la scolarité de leurs enfants. Nous voulons faire la lumière sur les caractéristiques de la famille dans la région de Bejaia en matière d'éducation et son rapport à l'école tout en montrant les influences multiples de ses stratégies sur le plan scolaire.

Nous avons utilisé dans cette recherche un entretien « semi-directif », qui se base sur la compréhension (*PAILLE Pierre & MUCCHIELLI Alex, 2008, p105*). C'est un outil approprié pour enquêter sur les pratiques et les stratégies parentales (leurs actions et leurs objectifs) au sein de la famille. Le but d'interroger les parents d'élèves par un entretien est de leur donner une plus grande possibilité et une liberté d'exprimer leurs idées et leurs attitudes et de répondre à nos questions qui visent à dégager les caractéristiques de leur environnement socioculturel (*Ibid., p121*). Il convient de noter également que le but d'interroger ces parents est de vérifier s'il y a réellement une contradiction entre ce qu'ils déclarent (leurs opinions, attitudes, objectifs) et ce qu'ils font dans la réalité (leurs comportements et pratiques). Ensuite, montrer la différence entre les actions menées et les objectifs visés pour tenter d'interpréter et de comprendre les stratégies éducatives familiales.

3 / Lieu de l'enquête

L'enquête a eu lieu dans la wilaya de Bejaia qui représente le cadre spatial de notre étude où nous avons choisi un groupe de familles dans différentes localités de cette région pour plusieurs raisons. D'abord notre connaissance du terrain : Nous vivons dans cette région où nous avons beaucoup d'informations sur les caractéristiques et la nature de la famille dans cette localité. Ensuite, nous connaissons l'environnement social des familles et leur quotidien, chose qui nous a aidés à mener des entrevues avec ces familles.

Enfin, notre expérience modeste en tant que chercheur où j'ai enquêté à plusieurs reprises auprès des personnes issues de cette région. Nous avons essayé donc d'utiliser notre réseau de relations sociales (voisins, amis, parents, chefs d'établissements scolaires et habitants du quartier) afin de se rapprocher du groupe de familles visé.

L'envie de faire une étude sociologique sur notre région nous a motivé à choisir un groupe de familles dans le but d'interroger les parents sur plusieurs points liés à l'éducation et à la scolarité de leurs enfants d'autant plus que les études sociologiques consacrées à ce sujet sont très rares notamment dans cette région. Béjaia est une ville touristique, classée parmi les villes caractérisées par la densité de la population et une mobilité démographique rapide. Elle est connue également par sa diversité au niveau culturel, social. Elle est aussi un lieu de production de certaines valeurs et de la convergence de diverses pratiques disparates socialement, culturellement et même linguistiquement (*Boumehla Touati, 2010, p17*).

Le degré d'ouverture et d'innovation qu'a connue la ville de Bejaia ces dernières années a motivé notre choix pour effectuer une recherche sur la structure familiale. Cette ville porte toutes les qualités trouvées dans les grandes villes sur le plan historique, économique et culturel. Toutes ces caractéristiques ont fait de cette ville un endroit pour la formation d'un groupe de pratiques éducatives et des stratégies familiales, qui semble parfois mélangée et contradictoire fait de nous prêter une grande attention à leur interprétation.

4/ Présentation des familles interrogées

Nous avons sélectionné un groupe de 20 familles dont les caractéristiques culturelles et sociales sont hétérogènes qui représentent de nombreuses localités de la wilaya de Bejaia. Nous avons fait en sorte que ces familles possèdent au moins un élève scolarisé en terminal (baccalauréat) et qu'elles représentent les différents groupes sociaux appartenant à des milieux sociaux qui ne sont pas nécessairement homogènes. Après que le contact a été effectué avec les familles à l'aide des amis et des voisins, nous avons mené la plupart de nos entretiens avec les parents dans leurs domiciles. Par ailleurs, nous avons identifié ces familles selon les informations et les données que nous avons recueillies après avoir interrogé nos enquêtés. La plupart des entretiens que nous avons réalisés avec les parents étaient avec la langue berbère et nous avons fait leurs transcriptions en les traduisant en langue française.

Un tableau de familles est établi comme suit :

Famille	Lieu de l'enquête	Profession des parents		Niveau d'instruction des parents		Age des parents		Nombre d'enfant scolarisé en classe terminale
		Père	Mère	Père	Mère	Père	Mère	
01	Maison de l'enquête	Gestionnaire : entreprise de médicaments	Médecin : gynécologue	Universitaire Bac + 5	Universitaire Bac+10	50	40	01/ école IRIS
02	Lieu de travail de l'enquête	Cadre dans une banque	Enseignante à l'université	Universitaire Bac + 5	Universitaire Bac + 7	56	43	01/ école polyvalent
03	Dans un café	Retraité	Sans profession	Primaire	Sans niveau	52	41	01/ école Ihadadene
04	Maison de l'enquête	Agent de sécurité	Sans profession	Primaire	Sans niveau	49	40	02/ école Ihadadene
05	Maison de l'enquête	Agriculteur	Sans profession	Moyen	Moyen	61	61	01/ école polyvalent
06	A l'école	Enseignant au lycée	Enseignante au lycée	Universitaire	Universitaire	52	42	01/ Ighil ouazoug
07	Maison de l'enquête	Ingénieur dans une entreprise	Sans profession	Universitaire	Secondaire	58	51	01/ école el horia
08	Dans le bureau de l'enquête	Directeur d'une maison de jeunes	Avocate	Universitaire Bac+4	Universitaire Bac + 5	48	41	02/ école el horia
09	A l'école	Directeur d'école	Adjointe d'éducation	Universitaire	Universitaire	48	46	01/ école seddouk
10	Domicile commerciale de l'enquête	Transitaire	Sans profession	Secondaire	Primaire	54	51	01/ école naciria
11	Lieu de travail de l'enquête	Policier	Fonctionnaire d'APC	Secondaire	Secondaire	49	42	02/ école el horia
12	Maison de l'enquête	Artisan	Commerçante	Moyen	Secondaire	46	38	01/ école polyvalent
13	Dans l'usine	Homme d'affaires	Comptable	Moyen	Secondaire	57	51	01/ école IRIS
14	Maison de l'enquête	Entrepreneur	Artisane	Moyen	Sans niveau	58	53	01/ Ighil ouazoug
15	Maison de l'enquête	Fonctionnaire de poste	Infirmière	Secondaire	Secondaire	53	47	02/ école polyvalent
16	Maison de l'enquête	Officier de protection civile	Sans profession	Secondaire	Sans niveau	50	46	01/ école naciria
17	Maison de l'enquête	Ingénieur : secteur industriel	Enseignante : centre de formation	Universitaire Bac + 5	Universitaire Bac + 2	53	47	01/ école frères Rahmani
18	Dans une voiture (voyage)	Chauffeur dans une entreprise	Sans profession	Moyen	Primaire	54	52	02/ école Ihadadene
19	Maison de l'enquête	Médecin généraliste	Enseignante au lycée	Universitaire Bac + 7	Universitaire Bac + 4	53	53	01/ école IRIS
20	Maison de l'enquête	Diplomate	Député APW	Universitaire	Universitaire	55	45	02/ école privée

5/ analyse et résultats de l'enquête

Nous souhaitons savoir à travers les entretiens réalisés avec les parents quel est leur rapport à l'institution scolaire et quelles sont les stratégies qui influencent cette relation. Il semble dans un premier temps que la relation famille-école à Béjaïa est caractérisée par une dynamique d'échange parfois implicite où la famille réagit en interaction par un ensemble de pratiques et de stratégies éducatives par lesquelles la famille vise une possession plus grande du capital scolaire de l'institution éducative. Chaque famille à sa propre façon d'agir par rapport à l'enjeu scolaire d'où les différences entre familles apparaissent au niveau des actions éducatives liées parfois aux caractéristiques culturelles et sociales de chaque famille.

La fonction éducative de la famille dans notre société a beaucoup changé par rapport au passé, il ya un changement dans les rôles et les fonctions pour les membres de la même famille (*BOUTEFNOUCHET Mustapha, 1980*). Ce changement explique le degré de sa conscience sur le plan éducatif car elle exprime une forte mobilisation envers l'école, peut-être plus que jamais, vu l'importance de l'enjeu scolaire comme étant le seul moyen de l'ascension sociale. Les familles investissent davantage dans la scolarité des enfants pour assurer leur avenir et espérer une ascension sociale. Cet intérêt porté à l'école a entraîné des changements au niveau des perceptions et des attitudes des parents envers l'éducation, l'enseignement et la science en général (*voir L'école en débat, 1998, p21*). On ne peut pas comprendre ce qui se passe à l'intérieur de la famille sans avoir accordé une importance considérable aux stratégies éducatives.

Nous allons essayer de décrire donc ce qui se passe au sein de quelques familles de la région de Béjaïa sur le plan éducatif en mettons l'accent sur l'ensemble des stratégies déployées dans ce sens et leur impact sur la scolarité des enfants. Nous voulons également vérifier ces changements par rapport au passé en ce qui concerne les actions éducatives menées par la famille. Nous avons testé plusieurs variables associées au concept de « stratégie éducative » citées par de nombreux sociologues de l'éducation pour tenter de détecter l'ampleur de sa présence dans la famille bougeotte. Il ressort à travers notre analyse du contenu des entretiens que ces stratégies peuvent être classées en plusieurs

types. Nous avons dégagé cinq catégories représentant les thèmes principaux de l'analyse que nous allons détailler par la suite :

1. Stratégie du choix de l'école chez des parents (leurs motivations et leurs objectifs)
2. Stratégie des parents dans l'exploitation de leur réseau social en milieu scolaire
3. Stratégie d'intervention des parents dans l'orientation scolaire de leurs enfants
4. Stratégie d'investissement parental dans l'enjeu scolaire
5. Stratégie du suivi scolaire chez les parents (contrôle et aide aux devoirs)

1. Stratégie du choix de l'école chez des parents (leurs motivations et leurs objectifs)

Nous allons aborder les motifs et les raisons qui sont derrière le choix des parents de l'école de leurs enfants ainsi que les objectifs qu'ils veulent atteindre à travers ces pratiques. Après l'analyse du contenu des entretiens, nous pouvons dégager quatre types de parents représentant les caractéristiques de la famille dans la région de Bejaia. Le premier type regroupe les parents qui ont choisi l'école pour leurs enfants depuis les premières années de scolarité. Ils sont à la recherche d'une école de bonne réputation en termes de discipline, le sérieux et le bon niveau des professeurs, comme nous le voyons dans ce discours:

« ...J'ai choisi le lycée liberté pour mon fils, parce que je connais bien l'environnement de l'école et ses enseignants. Il ya une bonne équipe pédagogique et une plus grande attention est accordée aux élèves de la part des responsables. Ce lycée est connu par une tradition du travail acharnée et par une discipline rigoureuse...c'est un petit établissement facile à contrôler, c'est la même école où j'ai grandi moi-même... certes, j'ai changé ma résidence mais j'ai laissé toujours mes enfants dans cette école.»

Ce genre de parents choisissent l'école pour leurs enfants dans les opportunités et les possibilités qui s'offrent à eux, ils savent comment répartir les écoles et les possibilités disponibles et sont donc à la recherche des meilleures écoles pour inscrire leurs enfants dans l'école qu'ils veulent, ils s'investissent beaucoup

dans le choix des établissements, ce sont des **consommateurs de l'offre scolaire** (BALLION Robert, 1982, p55). Ils possèdent toutes les informations nécessaires sur les bonnes écoles mais dans certains cas, les parents n'ont pas un niveau culturel élevé qui leur permet d'évaluer ces établissements, ils se contentent du choix de l'école sur la base de la norme de la discipline et les résultats scolaires sans prêter attention aux autres facteurs.

Le deuxième type de parents est ceux qui ont changé d'école pour leurs enfants dans le même secteur c'est-à-dire le secteur public. Leur choix est motivée par plusieurs raisons tels que: l'école de leur fils n'a pas une bonne réputation et implantée dans un quartier dominé par la violence, l'immoralité et le manque de discipline. Ces parents connaissent bien le secteur de l'éducation et le milieu scolaire, ils procèdent au choix de la meilleure école à la moindre occasion (*Ibid*, p 56). Cette catégorie de parents sont souvent des membres de l'association de parents d'élèves ou parfois des enseignants stratèges qui visent à éloigner leurs enfants de l'école du quartier, alors ils préfèrent d'inscrire leurs enfants dans de bonnes écoles même s'ils sont, loins de leurs domiciles comme le souligne ce parent :

« Oui..., j'ai changé l'école à mon enfant deux fois pour des raisons disciplinaires parce que le quartier dans lequel se trouve l'école est mauvais et aussi à cause de la mauvaise réputation de l'école sur le plan disciplinaire...j'ai même utilisé mes relation personnelles pour que ma fille soit dans une autre école, parce que elle a un problème avec un enseignant de langue française qui l'intimide devant ses camarades, alors j'ai décidé de lui changer d'école. »

Cette déclaration montre l'inquiétude des parents par rapport à la scolarité de leurs enfants, où ne se soucient pas des moyens par lesquels dépendent, mais il est important qu'ils aient accès aux avantages de l'institution scolaire. Cette perception se trouve chez les parents qui consomment l'intensité du champ de l'école où ils ont des informations sur les écoles en fonction de leurs caractéristiques. Ils peuvent évaluer les avantages et les inconvénients et donc leur stratégie est orientée vers le choix de la meilleure école appropriée à la personnalité de leurs enfants et à la culture de la famille afin de réaliser les ambitions de la famille dans la mobilité sociale (*Kherroubi Martine, 2008, p88*).

Le troisième type de parents (qui représentent la minorité) orientent leur stratégie vers le choix de l'école privée en raison de la dégradation de l'école publique, tels que le manque de discipline et les grèves répétitives des enseignants contrairement à l'école privée où il y a plus de rigueur, les programmes pédagogiques sont plus adaptés aux besoins des élèves comme le montre l'une des mamans interrogées :

« Au début, ma fille était à l'école publique, mais après deux ans, j'ai remarqué qu'elle a beaucoup de temps libre en raison de l'absence d'enseignants et grèves répétitives à l'école...elle passe beaucoup de temps en dehors de l'école, il ya un manque de discipline flagrant. J'ai opté donc pour l'école privée, c'était mon choix et non celui de mes enfants pour les raisons suivantes : les programmes d'enseignements en langue française, ils sont plus adaptés aux attentes de mes enfants et aussi les bonnes relations que j'ai avec les enseignants. »

Les parents qui choisissent l'école privée sont généralement issus de la catégorie des grands commerçants, hommes d'affaires et cadres supérieurs. Ce sont des consommateurs de l'offre scolaire. L'école selon eux est considérée comme un marché pour eux, ils s'investissent à travers un ensemble de stratégies lors du choix de l'école en faisant un calcul du coût initial de l'évaluation : quelle est la valeur des dépenses et les coûts de la famille lors de l'inscription de l'élève. Et le bénéfice attendu : la contrepartie en matière de résultats scolaires (*Ibid. p100*).

Le quatrième et dernier type de parents, ce sont ceux qui n'ont pas choisi l'école, soit ils ne veulent pas, ou parce qu'ils ne peuvent pas le faire, par manque de moyens qui leur permis d'effectuer le choix de l'établissement, donc ils préfèrent généralement une école située dans le quartier proche de leur domicile, comme le montre cet exemple:

«Je n'ai pas choisi l'école pour mes enfants parce que nous vivons dans le même quartier dans lequel se trouve l'école...et je n'ai pas cherché ailleurs, car cette école ne pose aucun problème pour mes enfants, ils sont tous étudiés dans la même institution avec réussite, donc il y'a aucune justification à mon avis pour changer l'école, même si l'un de mes fils m'a demandé de l'inscrire dans une autre école, mais j'ai refusé de

le faire parce que toutes les écoles sont égales et semblables à mon avis.»

On peut relever une catégorie de ménages ne sont pas attirées par l'enjeu scolaire et ne sont pas également concernés par la concurrence scolaire. Probablement, elles ne sont pas en mesure d'obtenir beaucoup d'informations sur les bonnes écoles. Ces familles ne se soucient pas du choix de l'école, elles choisissent généralement une école de proximité pour économiser de l'argent et du temps. Les parents dans ce cas ne se préoccupent pas de changer l'école car cela est secondaire pour eux. Autrement dit, ils sont incapables d'avoir une vision stratégique dans le choix de l'école en raison de certains obstacles socioculturels et leur faible niveau d'instruction.

2. Stratégie des parents dans l'exploitation de leur réseau social en milieu scolaire

Parmi les stratégies éducatives menées par les parents dans le cadre de leur rapport à l'institution scolaire est d'essayer d'utiliser leurs relations personnelles afin d'influencer les acteurs de la communauté scolaire (chef d'établissement, enseignants et association de parents d'élèves, etc.) à travers un réseau social de connaissances informel par lequel les parents exploitent le milieu scolaire en se rapprochant de plus en plus de l'école de leurs enfants d'une manière à orienter cette dernière vers leurs propres intérêts et les intérêts de leurs enfants. A titre d'exemple, on peut citer : le choix de la bonne classe, chercher les bons enseignants ou orienter l'enfant vers une filière de qualité, etc.).

Ces pratiques apparaissent très normales et même légitimes pour certains parents. Ils essaient de mettre en œuvre implicitement une stratégie qui leur permet de réaliser leurs objectifs (KELLERHALS Jean et MONTANDON Cléopâtre, 1991, p98). En d'autres termes, beaucoup d'entre eux sont à la recherche dans l'établissement d'un tissu de relations amicales afin de les employer plus tard à plusieurs niveaux. Notre enquête nous a permis de constater que la majorité des parents ont déclaré l'existence de bonnes relations avec l'école, c'est-à-dire, ils ont de solides relations avec tous les membres de l'établissement comme le témoigne cette déclaration:

«Dieu merci, nous avons de solides relations avec tous les membres de l'établissement scolaire, ce sont mes amis, ils me

respectent beaucoup parce que je suis en contact permanent avec eux. Moi et ma femme, nous travaillons ensemble dans cette école, nos enfants aussi, mais nous ne utilisons pas ces relations pour influencer nos collègues enseignants dans le but d'aider nos enfants pour avoir des bonnes notes mais peut-être pour s'interroger sur leurs discipline. »

Cette déclaration semble être normale parce que les parents connaissent bien l'école mais nous voulons connaître la face cachée de ces relations à savoir comment cette relation peut se transformer en une relation d'intérêt (influencer et attirer l'attention des enseignants pour leurs enfants). Il est difficile de répondre à cette problématique parce qu'on ne peut pas observer ou expliquer ces pratiques à travers le discours produit par les parents car le plus souvent ces pratiques sont cachées. Ce genre de parents contrôlent et maîtrisent bien l'environnement scolaire et les règles qui le régissent, ce qui permet à leurs enfants de mieux s'adapter aux situations difficiles à l'école contrairement à d'autres élèves privés de cet avantage (THIN Daniel, 1998, p61). Nous avons interrogé les parents sur l'exploitation de leur réseau social en milieu scolaire. Il ressort de notre enquête que la plupart des parents ont répondu négativement en déclarant que ce conflit d'intérêt ne les concerne pas. Nous nous attendons à cette réponse car nous sommes conscients de la difficulté d'obtenir des informations précises sur ce point. Presque tous les parents interrogés ont souligné qu'ils ne comptent pas sur leurs connaissances personnelles pour aider leurs enfants sur le plan scolaire et scientifique. Un des parents nous a déclaré ceci :

« Moi...Je ne compte pas sur mes relations informelles à l'école et je ne les utilise pas...j'attends rien d'elles, même si j'étais à la tête de l'Association des parents d'élèves. Personnellement, je ne cherche pas à gagner la sympathie des enseignants ou celle des responsables, car je suis contre ces actions et je les rejette quelle que soit leur origine.»

Cette déclaration indique que les parents n'adhèrent pas à ces pratiques en milieu scolaire mais lorsque nous avons parlé avec les enseignants et avec certains membres de l'administration, en marge des entretiens, nous avons constaté qu'il y a une autre réalité, en contradiction avec ce que disent les parents. Il existe bien évidemment de nombreuses interventions des parents qui essaient de mettre la pression sur l'école afin de répondre à leurs

demandes parfois exagérée (gonfler les notes des élèves, changement de filière, réintégration de l'élève après exclusion, etc.). Les parents prennent un certain nombre de stratégies souvent d'une manière implicite pour adapter leurs pratiques en fonction des circonstances et des possibilités qui leur sont offertes (Kherroubi Martine, 2008, p90).

3. Stratégie d'intervention des parents dans l'orientation scolaire de leurs enfants

Le sujet de l'orientation scolaire peut être classé parmi les variables qui nous permettent d'étudier et d'expliquer les stratégies éducatives familiales dans la région de Béjaïa parce que le processus d'orientation scolaire ne se produit pas seulement à l'école, mais il y a d'autres facteurs extrascolaires qui jouent un rôle important dans la question d'orientation scolaire. Nous avons conclu à travers les discussions qu'on a eues avec les parents d'élèves que la majorité d'entre eux ne sont pas satisfaits du processus d'orientation à l'école. Cette orientation a été décrite et qualifiée de catastrophe parce qu'elle se fait d'une manière aléatoire, délibérée et non étudiée comme le souligne l'un des parents en disant:

« Je pense qu'il ya un sérieux problème dans le processus d'orientation à l'école, qui se répète chaque année, parce que les enfants ne sont jamais orientés d'une façon étudiée. Les personnes qui s'occupent de cette question ne respectent pas les choix des élèves et leurs capacités intellectuelles. C'est-à-dire, ils sont orientés sans avoir examiné leurs dossiers...moi-même j'ai remarqué ça, mon fils est faible dans les matières scientifiques, il aime la filière lettres, mais il se retrouve dans la filière gestion...comment vous expliquez ça ? »

L'intérêt que porte la famille à la scolarité des enfants dépend ainsi de l'attention qu'elle prête à la question de l'orientation scolaire. La famille peut exprimer son choix par rapport à l'orientation de leurs enfants lorsqu'elle est au courant de ses règles et de ce qui se passe à l'école. Elle peut en effet intervenir directement ou indirectement dans l'orientation de leurs enfants (Ibid, p92). Les premiers résultats de notre étude nous ont permis de développer la classification de quatre catégories de parents. La première catégorie regroupe les parents qui interviennent directement dans le processus de l'orientation c'est-à-dire ils

guident l'enfant vers une filière bien déterminée sans demander son avis. Ces parents sont généralement autoritaires car ils prennent des décisions arbitraires à l'encontre de leurs enfants:

«Moi...personnellement j'interviens dans l'orientation de mes enfants, vu mon expérience en tant que enseignant au lycée, je sais très bien ce qui se passe à l'intérieur de l'école...j'ai orienté ma fille vers la filière sciences, ce n'est pas son choix, je veux qu'elle soit dans la filière médecine à l'université, même si elle veut être cadre de banque, mais moi je n'ai pas respecté sa volonté. »

Ce type de parents savent bien comment se déroule l'orientation et peuvent même utiliser leurs relations personnelles pour influencer les membres du conseil de classes. Ils sont parfois des enseignants ayant un niveau d'instruction qui leur permet de connaître les secrets de l'école et les normes de l'orientation scolaire en raison de leur expérience dans le domaine.

La deuxième catégorie concerne les parents qui interviennent d'une façon indirecte dans le processus d'orientation en respectant le choix de leurs enfants. Ils préfèrent dialoguer avec eux en leur donnant des conseils avant qu'ils soient orientés vers telle ou telle discipline comme on peut le lire dans cette déclaration:

« Oui ... je m'implique dans le processus d'orientation scolaire en laissant la liberté à mon enfant de s'exprimer. Je respecte son avis et ses souhaits, mais rien ne m'empêche de lui donner les conseils avant d'effectuer son choix pour une filière... qui sont en rapport avec ses capacités et lui donner parfois mon opinion sur l'avenir du côté professionnel seulement, mais sans l'influencer. J'ai expliqué à mon fils, qui est en classe terminale, quelles sont les possibilités qui lui seront offertes en cas de réussite au Bac et c'est à lui de voir après.»

Ces traditions, on les trouve en particulier dans les ménages qui se basent sur la culture du dialogue et de concertation où les parents laissent la liberté de choix pour leurs enfants dans leur conception de leurs projets d'avenir (ROLAND Nicolas, 2010, p140). La troisième catégorie des parents utilisent leurs relations personnelles pour intervenir au niveau de l'école afin de changer une filière pour leurs enfants, que ce soit leurs choix ou pour

satisfaire la demande de leurs enfants. En témoigne cet extrait d'entretien :

« Moi personnellement, je vais intervenir auprès de l'école dans le cas où mon fils sera orienté vers une filière qui ne correspond pas à son choix ou à ses capacités intellectuelles. Franchement, je vais utiliser même mes connaissances personnelles pour changer la filière à mon fils, parce qu'il s'agit de son avenir..., et c'est exactement ce qui est arrivé à l'un de mes enfants, j'ai tout fait pour qu'il soit réorienté vers la filière technologie avec l'aide de certaines personnes hors de l'école. »

Ce type de comportement, c'est-à-dire les interventions fréquentes de la part des parents n'est pas nouveau dans l'école algérienne, il existe plusieurs formes d'influence sur l'institution scolaire dans la société algérienne et qui affectent sans doute le rapport famille-école, dominée par les intérêts plus que toute autre chose notamment avec le développement de l'individualisme dans les transactions sociales (BOUKHOBZA Mohamed, 1989, p48). Ce qui explique en fait les interventions répétées des parents à cet égard. La quatrième catégorie des parents ne se soucient pas de l'orientation et ne savent pas comment cela se produit à l'école. Cependant, ils voient que cette question d'orientation comme ne relevant pas de leurs prérogatives. A cet effet ils responsabilisent l'école devant l'échec scolaire de leurs enfants, comme nous le dit l'un des parents interrogés :

«Je ne sais pas comment se fait l'orientation scolaire et je ne pense même pas à cette question, car j'ignore quelles sont les spécialités et les filières existantes à l'école...je sais seulement que mon fils est dans la filière lettres. Je pense que l'orientation scolaire est une problématique que je ne maîtrise pas et je ne suis pas spécialiste dans ce domaine, donc je n'interviens pas.»

Cela pourrait être expliqué par l'indifférence de plusieurs parents par rapport à la scolarité de leurs enfants qui est dû également aux facteurs liés au niveau économique et culturel des familles où certaines d'entre elles vivent des situations économiques instables et des contraintes culturelles engendrant de grandes difficultés pour affronter l'enjeu scolaire. Par ailleurs, on peut également interpréter la méconnaissance des parents du milieu scolaire par

le concept « parents démissionnaires », (*PERIER Pierre, 2005, p29*). Ils expriment un manque d'intérêt flagrant à ce qui se passe à l'école. Ces derniers attendent la fin de l'année scolaire pour se renseigner sur les résultats de leurs enfants.

4. Stratégie d'investissement parental dans l'enjeu scolaire

L'école est devenue aujourd'hui parmi les grandes préoccupations des différentes couches sociales. Chaque famille tente grâce à ses privilèges sociaux, économiques, culturels de transmettre sa richesse à ses enfants scolarisés. Cela permettra à la famille par la suite de reproduire son capital et espérer une position sociale plus confortable. Les parents qui ont un capital économique élevé essayent de le traduire en matériau potentiel pour les enfants : offrir des cours supplémentaires, inscription dans des écoles privées, etc. Tandis que les parents qui ont un capital culturel élevé essayent de le traduire en possibilités intellectuelles : orienter l'élève vers les disciplines d'une valeur symbolique dans la société comme la médecine (*LAHIRE Bernard, 1995, p67*).

L'investissement parental dans la scolarité des enfants est essentiel pour leur réussite scolaire notamment en matière du suivi scolaire et d'aides aux devoirs à la maison mais aussi le contact avec l'école et les discussions de l'importance des études pour assurer un bon avenir. Parmi les indicateurs peuvent nous permettre de vérifier comment la famille s'attache à l'école et de mesurer son degré d'investissement scolaire on peut prêter attention aux moyens fournis et aux conditions du travail scolaire à la maison. Nous entendons par le mot « moyens » : toutes les possibilités offertes par les parents à leurs enfants en matière de fournitures scolaires, toutes sortes de livres et de références ainsi que tous les moyens technologiques. Tandis que les conditions signifient la situation économique et sociale de la famille et sa capacité à fournir un climat calme et approprié au travail à la maison notamment pendant la période des examens. Presque, la majorité des parents interrogés ont déclaré qu'ils possèdent tous les moyens nécessaires pour la bonne scolarité de leurs enfants. Les réponses données à cette question sont similaires mais le degré d'investissement dans les moyens varient selon le revenu de la famille. Certains parents se limitent à des dépenses nécessaires alors que d'autres préfèrent offrir à leurs enfants des moyens plus développés (micro-ordinateur, bibliothèque à la maison, internet, etc.) comme le souligne l'un de nos enquêtés:

« Honnêtement, je ne m'intéresse qu'à la scolarisation de mes enfants, j'ai essayé de leur fournir tout ce dont ils ont besoin à l'école...Je visite les bibliothèques chaque semaine afin de leur acheter des livres et des guides de soutien scolaire. J'ai même demandé un prêt auprès de la banque pour acheter deux ordinateurs portables pour mes filles et je paie environ de 7000 DA par mois»

L'intérêt porté aux moyens scolaires exprimé par la famille dépend de l'engagement des parents envers la scolarité des enfants. A chaque fois qu'il y a une volonté de la part des parents de suivre la scolarité des enfants, les moyens scolaires augmentent et vice-versa (BEAUD Stéphane, 2003, p42). Mais cela est loin d'être une règle qui s'applique à toutes les familles. Nous avons vu dans certaines familles, malgré leurs moyens modestes, leurs enfants ont réussi à l'école et ce n'est pas le cas chez certaines familles riches où leurs enfants n'ont pas obtenu un grand succès, malgré les grands moyens qu'elles mettent à leur disposition. En ce qui concerne les conditions appropriées à la bonne scolarité à la maison, les réponses de nos enquêtés peuvent être classées en deux catégories : La première catégorie de familles croient en l'importance des conditions appropriées à la maison pour la réussite scolaire, près de la moitié des ménages ont déclaré la même chose, comme le montre l'exemple suivant :

« Franchement, toutes les bonnes conditions pour étudier sont disponibles à la maison et il n'y a pas de manque de ce côté... la paix et le calme sont important, j'ai réservé une chambre séparée pour chacun de mes enfants parce qu'ils ont l'examen du baccalauréat, je suis convaincu que cela va les aider à réussir. »

Grâce aux moyens qu'elles possèdent, ce genre de familles tente de s'investir fortement sur le plan scolaire, elles offrent de bonnes conditions à leurs enfants pour réviser leurs devoirs à la maison. Ce qui rend les enfants dans une position confortable pour réussir dans les examens. Les parents investisseurs sont plus motivés par l'enjeu scolaire notamment pour les premières années de scolarité, c'est une étape importante dans le processus de scolarisation, c'est pourquoi ils sont plus présents dans le suivi scolaire à la maison ou parfois ils se déplacent à l'école plusieurs

fois par mois pour mieux contrôler l'activité des enfants (*Ibid*, p43).

Par contre, la deuxième catégorie de ménages ne compte pas trop sur les conditions de travail à la maison, les parents interrogés pensent que cela est secondaire pour la réussite de l'élève à l'école. Ces parents ont déclaré que les moyens matériels mis à la disposition des enfants et les conditions de scolarité à la maison sont insuffisants pour garantir la réussite scolaire bien qu'il y a d'autres facteurs ayant un impact considérable sur la scolarité des enfants : d'abord les différences individuelles et les prédispositions personnelles de chaque élève, ensuite, la volonté, la discipline et l'amour du métier, enfin, la motivation et l'encouragement moral de la part des parents, comme nous pouvons l'observer dans ce discours:

« Je pense que les moyens offrent plus de chance à l'élève de s'épanouir, mais ne font pas seuls le succès. Aujourd'hui, les élèves comptent beaucoup sur l'internet,... malheureusement, ils ne savent ni lire ni écrire parce que les parents ne font pas attention à l'utilisation de cette nouvelle technologie par leurs enfants. Moi je pense que la réussite à l'école dépend surtout des capacités et des prédispositions de l'enfant, du dialogue à la famille, et aussi de la discipline...je connais plusieurs familles qui ont des moyens très modestes, mais leurs enfants réussissent mieux à l'école. »

Ce type de ménages ont peut être un regard différent par rapport à la façon dont il faut travailler pour arriver à la réussite scolaire de leurs enfants. Beaucoup de parents ne se soucient pas de ce qu'il y a à la maison en termes de conditions de travail mais ils préfèrent s'investir davantage dans le suivi scolaire en se déplaçant à l'école d'une manière continue.

5. Stratégie du suivi scolaire chez les parents (contrôle et aide aux devoirs)

Le suivi scolaire des enfants par les parents est un bon indicateur de leur investissement éducatif non seulement à travers leur présence dans l'établissement scolaire, mais aussi à travers leur engagement, leur participation au travail scolaire de leurs enfants, cette implication parentale veut dire également le contrôle du comportement de l'enfant, aide aux devoirs et le suivi continu de sa scolarité (*BENGHABRIT-RAMAOUNE Nouria, 1998, p33*).

Nous avons constaté que la relation famille-école à Béjaïa est caractérisée par une implication parentale très significative sur le plan scolaire, les parents investissent massivement sur le terrain (très disciplinés et sévères avec leurs enfants en ce qui concerne les devoirs à la maison), la majorité d'entre eux ont exprimé leur engagement vis-à-vis le suivi scolaire, comme nous le constatons dans cette déclaration :

« Oui, certainement ...nous portons un grand intérêt au suivi scolaire de nos enfants, car c'est notre seul investissement. On fait très attention à la discipline, la rigueur dans leur scolarité, la preuve, nous avons réservé deux heures chaque soir pour s'asseoir avec eux pour les contrôler et même de les aider à accomplir leurs devoirs et on leur donne quelques conseils.»

Ces parents préfèrent ce qu'on appelle « le suivi scolaire total », en construisant un ensemble de choix stratégiques, tels que l'adoption d'une méthode permanente, efficace et systématique à l'égard dans le suivi scolaire des enfants que ce soit par les aides aux devoirs à la maison ou par des interventions permanentes au niveau de l'établissement (*Ibid*, p34). Ces parents ont généralement de l'expérience par rapport au travail scolaire compte tenu du capital culturel supérieur qu'ils possèdent. Néanmoins, nous avons remarqué à travers les réponses de nos enquêtés que la mère est plus présente en matière de suivi scolaire que le père où elle les aide à surmonter quelques difficultés liées à l'apprentissage, comme nous a déclaré cette maman:

« Je suis très proche de mes enfants plus que leur père, parce que, d'abord je suis enseignante et d'autre part je maîtrise la langue arabe plus que mon époux, je les aide à accomplir leurs devoirs et j'interviens en cas de nécessité afin de préserver le même rythme de suivi scolaire, aussi pour qu'ils soient autonome, c'est-à-dire les pousser à travailler seuls. Mon but est d'instaurer une tradition de travail à la maison, une fois cela est fait, la réussite viendra automatiquement.»

Généralement, les hommes trouvent plus de difficultés à suivre le travail scolaire de leurs enfants par rapport aux mères, nous avons remarqué à travers les propos de nos enquêtés, que les hommes n'ont pas assez d'expérience et de patience pour aider les enfants scolairement. Certains parents expliquent ce manque

d'implication par une méconnaissance de la langue de l'école et aussi par manque de temps, ils laissent donc ce travail à la mère. Par ailleurs, en ce qui concerne les moyens et les méthodes poursuivis par les parents en terme de suivi scolaire, nous avons observé une forte présence de la méthode verbale, c'est-à-dire celle qui se focalise sur les conseils. Cette méthode de suivi occupe la première place, ce qui suggère que la famille ne fait pas vraiment des efforts significatifs en termes d'aides, mais elle se contente seulement de discuter avec les enfants en les conseillant de l'importance des études dans la vie, comme nous pouvons le lire dans cet extrait d'entretien:

« Je suis une mère analphabète, donc je n'ai pas un niveau d'instruction qui me permet d'aider mes enfants, mais je suis tous le temps derrière eux...je m'inquiète pour leurs études et je leur demande d'être meilleurs à l'école. Généralement, je me limite au rôle de surveillance...je leur donne des conseils pour les motivés à réviser leurs leçons et à réussir dans les examens. Je fais ça en particulier pour la fille, car elle passera le Bac cette année.»

Il ya un autre type de parents qui préfèrent une autre façon de suivre les enfants, ils donnent l'importance au comportement et à l'éthique de l'enfant. On trouve ces pratiques parentales dans les familles qui ont une tradition dans le suivi scolaire. Les parents savent très bien comment traiter avec les enfants et savent également comment s'investir sur le plan scolaire. Ils essayent de transmettre leur capital culturel et leur savoir faire aux enfants en inculquant des valeurs de la bonne conduite à tenir à l'école (DE SINGLY François, 2010, p35), Comme nous le remarquons dans cet exemple :

« Oui, nous suivons régulièrement nos enfants à l'école, l'éthique et la bonne éducation c'est notre priorité, ensuite nous faisons le suivi scolaire à notre manière à base d'un calendrier de suivi du travail scolaire à la maison tout en gardons un peu de loisirs aux enfants : jouer, regarder la télévision, consulter l'internet, etc. Nous travaillons de cette façon afin de transmettre à nos enfants la discipline, le savoir faire et le sens de responsabilité par rapport à leur travail scolaire.»

Cependant, il faut noter que certaines familles ne se soucient pas beaucoup du suivi scolaire, elles ne tiennent pas un rythme efficace en terme de contrôle et d'aide à la scolarité à l'exception des premières années de scolarité. Il y a donc une discontinuité dans le suivi parfois non-justifiée. Ce type de familles confie la mission du suivi à l'enfant aîné. Un des parents interrogés nous a fait la déclaration suivante :

« Mes enfants lorsqu'ils étaient petits je les aides dans leur scolarité, mais maintenant nous sommes fatigués, et en plus nous nous n'avons pas le niveau élevé pour les suivre. Franchement il ya longtemps, je n'ai pas cherché à intervenir auprès de l'école, car je n'ai pas assez de temps pour le faire à cause de mon travail, donc j'ai laissé cette tâche à mon fils aîné. »

Lorsque les parents vieillissent le suivi scolaire deviens difficile pour eux. L'enquête nous a montré que les jeunes parents contrôlent de près le travail scolaire de leurs enfants. Par contre, les parents avancés dans l'âge ne sont pas en mesure de répondre aux exigences académiques de leurs enfants puisqu'il ya un grand écart entre l'enseignement dans le passé et celui du présent. On peut dire que l'ensemble des raisons évoquées par les parents interrogés au sujet de leur incapacité à suivre le travail scolaire de leurs enfants peuvent être résumées ainsi : le travail des parents, manque de temps à consacrer au suivi et le faible niveau d'instruction des parents. Cela ne permet pas aux parents d'avoir une vision stratégique à long terme. Ils se contentent du projet professionnel. Autrement dit, ils orientent leurs enfants vers la formation professionnelle pour assurer un poste de travail à l'avenir en raison du risque d'exclusion précoce des enfants (BENMELHA G, 1982, p122).

Conclusion

Nous sommes convaincus que dans les études qualitatives, comme celle que nous avons menée à Béjaia sur les stratégies éducatives familiales, il est difficile de généraliser les résultats de notre enquête à d'autres régions d'Algérie. En outre, nous savons que les caractéristiques éducatives des familles interrogées dans cette région ne sont pas vraiment différentes par rapport aux caractéristiques éducatives et sociologiques de la famille algérienne en général. Les transformations qui ont eu lieu sur la

famille dans notre société a produit de nouveaux modèles et d'autres perceptions de la structure familiale (*BENALI Radjia, 2004, p211*), Ce qui lui a permis de se reproduire sous forme de nouvelles spécificités reflétant ainsi la présence des pratiques différentes à celles qui prévalaient dans le passé.

À travers leurs représentations de l'éducation, les parents cherchent à concevoir de nouveaux rôles pour les membres de la famille. Ces changements ont provoqué l'émergence de nouvelles stratégies dans le domaine scolaire, d'où l'intérêt porté à l'école, et au savoir. Contrairement à ce qui a été dit sur les familles modestes dépossédées du capital culturel, qu'elles ne s'intéressent pas à la scolarité de leurs enfants et qu'elles ne s'investissent pas dans les études, nous avons constaté l'inverse, elles ont exprimées leurs grandes ambitions et une forte mobilisation autour de l'enjeu scolaire à la différence de leurs niveaux culturels, économiques et sociaux. Les parents ont changé leurs perspectives sur le plan éducatif en produisant de nouvelles perceptions du projet scolaire. Peut-être que cela survient de manière latente, bien que les parents sont conscients de l'enjeu scolaire, ils savent bien l'importance du capital scolaire dans la détermination de la position sociale qu'occupe la famille.

Nous sommes conscients de la difficulté à observer la vie quotidienne d'une famille et de noter ses événements d'une façon concrète dans la réalité et même de comprendre ses pratiques et ses stratégies éducatives à travers uniquement les déclarations des parents. Mais nous avons constaté quand même qu'il y a une contradiction entre ce qu'ils disent à travers leurs discours et ce qu'ils font réellement sur le terrain, en d'autres termes, il existe une sorte d'opposition entre leurs représentations et leurs pratiques. Bref, bien que la famille dans la région de Béjaïa n'a pas beaucoup d'expérience en ce qui concerne son rapport avec l'école mais elle tente à travers une série de pratiques éducatives, qui se transforment spontanément en stratégie en cherchant progressivement de nouvelles façons plus adaptées aux situations actuelles de sorte qu'elle se positionne sous de nouveaux changements et défis qui l'attendent à l'avenir notamment sur le plan scolaire, professionnel et social.

Bibliographie

- 1- ADDI Houari. (1999). " Les mutations de la société Algérienne : famille et lien social dans l'Algérie contemporaine". Paris : la Découverte.
- 2- BALLION Robert. (1982). " Les consommateurs de l'école ". Paris : Stock.
- 3- BEAUD Stéphane. (2003). " Le baccalauréat : passeport ou mirage". Problèmes politiques et sociaux. n° 891. Aout 2003.
- 4- BENALI Radjia. (2004). Les pratiques éducatives des parents algériens : entre tradition et modernité. Thèse de doctorat en sciences de l'éducation. Université Paris10. Paris.
- 5- BENMELHA G. (1982). " La famille Algérienne entre le droit des personnes et le droit public". Revue Algérienne des sciences juridiques, politiques et économiques. Juin 1982.
- 6- BOUKHOBZA M. (1989). "Rupture et transformations sociales en Algérie". Alger : OPU.
- 7- BOUTEFNOUCHET Mustapha. (1980). " La famille Algérienne". Alger : SNED.
- 8- DE SINGLY François. (2010). " Sociologie de la famille contemporaine". Paris : A. Colin.
- 9- DUBET François. (1997). " Ecole, familles : le malentendu". Paris : Textuel.
- 10-DURNING Paul. (1995). "Education familiale acteurs, processus et enjeux". Paris : PUF.
- 11-DURU-BELLAT Marie & VAN ZANTAN Agnès. (2002). "Sociologie de l'école". Paris : Armand Colin.
- 12-KELLERHALS Jean & MONTANDON Cléopâtre. (1991). " les stratégies éducatives des familles". Suisse : Delachaux & Niestle.
- 13-Kherroubi Martine. (2008). "Des parents dans l'école". Paris : Erès.
- 14-L'école en débat. (1998). « collection réflexions ». Alger : Casbah.
- 15-LAHIRE Bernard. (1995). "Tableaux de familles". Paris : Gallimard le seuil.
- 16-PAILLE Pierre & MUCCHIELLI Alex. (2008). " L'analyse qualitative en sciences sociales et humaines". Paris : Armand Colin.
- 17-PERIER Pierre. (2005). "Les familles populaires face au modèle de participation de l'école". Revue internationale de l'éducation familiale. vol: 9 n°1. Janvier 2005.
- 18-ROLAND Nicolas. (2010). " Du choix de l'école secondaire par les familles issues de milieux populaires". Thèse de doctorat en sociologie. Université libre de Bruxelles. Belgique.
- 19-THIN Daniel. (1998). "Quartiers populaires : l'école et les familles". Lyon : PUF.
- 20- بومهلة تواتي. (2010). "بجاية حاضرة البحر ونادرة الدهر". الجزائر. دار المعرفة.
- 21- بنغبريط - رمعون نورية. (1998). "العلاقات بالمؤسسة المدرسية لدى تلاميذ القسم النهائي". المجلة الجزائرية في الأنثروبولوجيا والعلوم الاجتماعية (إنسانيات). CRASC. عدد 6 سبتمبر 1998.

Féminismes, genre et féminité

Nadia Sebaa-Berrouayel⁸

Mots clefs : Féminisme – Genre – Statut social - Lien conjugal - Violence

Abstract

The notions of feminism, gender and femininity are often surrounded by ambiguity and deserve to be interviewed. Also we will tackle this contribution back to their origin, their epistemological status, semantic content and their articulation. These concepts are also in relation to the societal struggle of women for their dignity. We will also see what are the means used in this context, to stem the violence they are the first victims and are often read in the light of these notions.

ملخص

أحيانا ما تحيط مفاهيم النسوية والنوع الاجتماعي والأنوثة التي يصاحبها الغموض وتستحق تساؤلات إبستمولوجية. كما أننا سوف نتطرق من خلال هذه المساهمة إلى مصدرها، وضعهم المعرفي، والمحتوى الدلالي والإفصاح عنها. هذه المفاهيم هي أيضا في ما يتعلق النضال الاجتماعي للمرأة لكرامتهم. سوف نرى أيضا ما هي الوسائل المستخدمة في هذا السياق، إلى وقف العنف هن أول الضحايا وكثيرا ما تقرأ في ضوء هذه المفاهيم.

L'usage de la notion de *féminisme* au pluriel offre l'avantage de poser le problème des différentes représentations du combat des femmes pour leurs droits. Pour certaines, il s'agit d'affirmer une différence de nature entre les hommes et les femmes et de lutter pour que ces dernières obtiennent une place plus importante dans

⁸ *Nadia Sebaa-Berrouayel*, doctorante en Psychologie des Groupes et des Institutions. A assuré des enseignements en psychologie de l'enfant et de l'adolescent au Département de français de l'université d'Oran durant les années 2009 à 2012. A participé à plusieurs projets de recherche sur la question de l'émancipation des femmes, notamment en Afrique du Sud (Crasc), ainsi que dans plusieurs expériences professionnelles en relation avec les groupes et les institutions. Elle est en phase de finalisation de thèse et mène une réflexion sur la violence contre les femmes dans les sociétés du Maghreb et sur la question de leur prise en charge.

la société, pour d'autres, et ceci peut être à l'origine de la notion de « genre », les différences hommes-femmes sont considérées comme des *constructions culturelles* et ne sauraient justifier une différence de traitement.

Dans ce contexte, il est utile de rappeler que le mot genre vient du latin « *genus* » qui a d'abord le sens de catégorie, type, espèce puis le sens de sexe mais également du vieux français « *gendre* » qui n'est pas sans rappeler le « gender history » qui est un courant historiographique d'origine américaine.

L'utilisation scientifique du mot genre dans le contexte des rôles sociaux des hommes et des femmes remonte à 1955 par John Money⁹ avant de remplacer progressivement le mot « sexe » dans les sciences sociales dans les années 80.

Dès 1972, la psychosociologue Ann Oakley¹⁰ considère que les notions de masculinité et de féminité ne sont pas des « substances naturelles » inhérentes à l'individu mais des attributs psychologiques et culturels, fruit d'un processus social au cours duquel l'individu acquiert les caractéristiques du masculin ou du féminin. Le sociologue Pierre Bourdieu écrit concernant la domination masculine « *c'est à travers toute une éducation composée de rituels d'intégration de la norme masculine que se façonne l'identité masculine et que l'homme assure dans la société une fonction de reproduction de la domination*¹¹ ».

Dans le même esprit, Isabelle Jacquet parle de la société organisée selon le « *paradigme des choses des hommes et des choses des femmes qui commencent dès l'enfance avec la différenciation des jeux*¹² ».

Dans ces conditions, le « genre » ne parvient pas à une déconstruction/reconstruction de la notion et appelle quelques réserves. Tout d'abord elle se caractérise par une absence de rupture dans le mode d'appréhension du réel et dans ce sens, la

⁹ Money John, *Au cœur de nos rêveries érotiques*, Ce livre est la synthèse de vingt années de recherche, Editions Payot, Paris 2004

¹⁰ Oakley Ann, *Sex, Gender an Society*, Edition Gower, London 1985

¹¹ Bourdieu Pierre, *La domination masculine* Edition du Seuil Paris, 1988

¹² Jacquet Isabelle *Développement au féminin : le genre outil pour un nouveau concept* Edition l'Harmattan Paris 1995

notion de genre ne participe pas au renouvellement dans le mode d'appréhension des réels féministes.

Pour nous et en tenant compte de tout ce qui précède, nous pouvons avancer que la notion de genre appelle au moins à une triple réserve :

1- Son caractère polysémique puisqu'on l'utilise tantôt comme concept, tantôt comme outil, ou vision d'analyse, de notion, de domaine, de problématique, d'idéologie, etc. Autant de significations que d'usages qui lui confèrent un contour confus¹³

2- La notion de genre se veut *apolitique* et dans ce cas précis, elle s'inscrit en faux sur le caractère combatif voir militant de l'action féministe.

3- Elle traduit une forme de dilution du pouvoir patriarcal notamment dans la société maghrébine où il n'existe pas de « femme maghrébine, arabe et musulmane » dans sa singularité. Il existe DES femmes vivant et luttant dans des sociétés multiples, se situant dans la même aire géographique¹⁴.

De façon générale, les trois notions féminismes, genre et féminité doivent être soumises à interrogation épistémologique sous forme de remises en question.

Cette position de recherche nous a guidés tout au long de notre réflexion sur la violence contre les femmes et leur statut psychosocial en tant que groupe vulnérable.

Lors de notre premier travail pour l'obtention de la licence de psychologie¹⁵ « *Violences à l'égard des femmes et tentative de suicide* » et, ensuite pour l'obtention d'un magister¹⁶ intitulé « *Les violences conjugales et le maintien du lien. Les femmes violentées et l'impossibilité de réalisation de soi* », nous avons tenté, au sein d'une réalité sociale complexe, entourant ces comportements et en nous appuyant sur un cadre théorique

¹³ La notion de genre reste, jusqu'à présent très controversée et son contenu est loin de faire l'unanimité même au sein des mouvements féministes.

¹⁴ C'est pour cela que l'usage des notions de féminisme et genre reste problématique dans le cadre des sociétés maghrébines dont les réalités sociologiques sont fort complexes.

¹⁵ Sous la Direction du Pr B. Moutassem-Mimouni où un travail exploratoire fut mené au sein du service de médecine légale du CHU Oran

¹⁶ Sous la direction de Souad Rahaoui-Kahloula. Université d'Oran. 2009-2010

approprié (Approche systémique, homéostasie), d'évaluer la part prise éventuellement dans la perpétuation du phénomène par une faiblesse de l'organisation psychique des femmes victimes mais aussi la part du social (traditions, conditions socioéconomiques, etc.).

C'est pour toutes ces raisons que nous tentons pour notre travail de thèse en plus de l'aspect de prise en charge psychothérapeutique spécifique de ces femmes subissant des violences, nous nous penchons sur les représentations psychosociales véhiculées par de nombreux concepts et notions, tels que « genre », « féminisme », « masculinité/féminité », etc.

L'usage de ces notions, ainsi que celui des oppositions/confusions qu'elles induisent, doit faire l'objet d'une grande vigilance épistémologique, notamment lorsqu'il s'agit de leur investissement dans les domaines de réflexion et de recherche.

Références bibliographiques

- Aït Zaï Nadia (2010), *Les droits humains que possèdent les femmes*, In Revue du CIDDEF N°24, Mars 2010
 - Bourdieu Pierre, *La domination masculine*. Edition du Seuil Paris 1988
 - Fayner Elsa, *Violences, féminin pluriel – les violences envers les femmes dans le monde contemporain*, éd. Flammarion, coll. Librio 1998
 - Jacquet Isabelle, *Développement au féminin : le genre outil pour un nouveau concept*. Edition L'Harmattan Paris 1995
 - Irigaray Luce, *La différence sexuelle*, In *Éthique de la différence sexuelle*, les éditions de Minuit, 1984
 - JASPARD Maryse, *Les violences contre les femmes*, éd. La Découverte Paris 2000
 - Money John, *Au cœur de nos rêveries érotiques, Ce livre est la synthèse de vingt années de recherche*, Editions Payot, Paris 2004
 - Oakley Ann, *Sex, Gender and Society*, Edition Gower, London 1985
- Etude nationale sur les « Violences à l'égard des femmes en Algérie » ,MDCFCE/UNIFEM/CRASC, Décembre 2006

Site Internet

Marie-Victoire Louis Psychosociologue féministe, chercheuse au CNRS
<http://www.marievictoirelouis.net/>

Tendances de la nuptialité algérienne avant et après la décennie de la violence (1986-2008)

Fatma Noui

Université Hadj Lakhdar -Batna
Faculté des Humaines et Sciences Sociales

Résumé

Le modèle nuptial en Algérie est clairement influencé par un nombre des facteurs économiques, culturels et sociaux, l'Algérie a été marquée par des transformations considérables dont les indicateurs démographiques de la nuptialité, c'est une conséquence de la crise économique et politique pendant la décennie noire (1991-2000), les mariages et les naissances connaissent une baisse rapide avec l'augmentation du célibat. L'objectif de cette étude est d'analyser les réflexions de cette période sur les tendances et les niveaux de la nuptialité algérienne.

ABSTRACT

Over the course of the conflict, armed violence has resulted in the direct killing of 200.000 persons and has transformed threatening behaviour. The security situation in Algeria has improved considerably during recent years, but armed movements has continued to spread insecurity in certain regions. The main indirect impact of armed violence is an exacerbation of the urban housing shortage, especially as the conflict has displaced some 1.5 million people, Levels of poverty rose between 1988 and 1995 but appear to have stagnated since then. Algeria marked by considerable demographic changes, the marriage pattern is clearly influenced by a number of economic and social factors, it was a consequence of the economical and political crisis during the Black decade (1991-2000), a decline in marriages and celibacy increase. The objective of this study is to analyze the reflections of this period on the trends and the levels of nuptiality.

Mots-clés: violence politique, décennie de la violence, nuptialité, tendance de la nuptialité, niveau de la nuptialité.

Introduction

Le phénomène de recul de la nuptialité correspondrait, à une première étape de la transition de la fécondité. Le système matrimonial connaît des modifications profondes et brutales en Algérie, il se traduit avec la baisse des proportions des femmes en âge de procréation. Cette baisse est récente suivie par un recul de l'âge au mariage et une augmentation des taux de célibat (John B Casterline. 2011 : p 4). Au milieu des années 1980, depuis la chute brutale du prix des hydrocarbures, l'Algérie connaît une crise économique structurelle. L'économie algérienne, basée quasi exclusivement sur les exportations de pétrole et du gaz connaît alors une chute des taux de croissances, et un taux de chômage important.

La nuptialité a été marquée par un changement de calendrier ayant pour effet une augmentation du célibat avant 25 ans. Le taux de célibat des femmes de 20 à 24 était de 52 % En 1987 (Mohamed Mazouz. 1998 : p 41). La crise économique s'est accompagnée d'une crise politique, au cours d'une période de violence durant une décennie (1991-2000), appelée «décennie noire», une dizaine de wilayates autour de la capitale Alger furent les plus touchées, et avec la continuité de la crise d'emploi, et aussi de larges mouvements migratoires dans les zones rurales, l'âge au premier mariage continue à augmenter chez les femmes comme chez les hommes durant cette période, qui peut être considérée comme une guerre suivie par le phénomène du baby-boom (Ali Kouaouci et Rabeh Saadi. 2013 : pp 1-2).

En 2008, l'âge moyen au mariage est pour les femmes de 29,3 ans et de 33,0 ans pour les hommes. Selon le rapport national sur le développement humain, il semblerait que l'évolution récente soit caractérisée par un arrêt de l'élévation de l'âge au mariage des femmes et des hommes. Mais une forte nuptialité est constatée, particulièrement en 2008 (Euromed. 2008-2011 : p 11). La question soulevée par ce constat est la suivante : Quel pourrait être l'impact de la violence sur le recul de la nuptialité en Algérie ? Quels sont les tendances de la nuptialité après le retour de la stabilité sécuritaire ?

Le discours sur la transition de la nuptialité est basé sur trois indicateurs statistiques : l'âge moyen au mariage calculé par la méthode Hajnal (1953) qui est en fait une durée moyenne de

célibat, le taux de célibat définitif, l'écart d'âge entre époux calculé indirectement par différence des âges moyens au mariage des hommes et des femmes. A travers de ces indicateurs les principales conclusions sont que l'âge moyen au mariage augmente inexorablement, le taux de célibat définitif augmente lui aussi alors que l'écart d'âge entre époux diminue (Nacer-Eddine Hammouda.2009 : p 1).

I. Sources des données

1. Les enquêtes

A. L'enquête nationale algérienne sur la fécondité (ENAF 1986) :

Commanditée par le ministère de la protection sociale dans le cadre du plan quinquennal 1985-1989. L'ENAF a été confiée au Centre National d'Etudes et d'Analyses pour la planification CENEAP qui a assuré le déroulement de toutes les phases de l'étude. Cette enquête a porté sur un échantillon composé de 4804 femmes non célibataires à travers 5368 ménages répartis à travers 29 wilayas situées toutes dans la partie Nord du pays. Son plan de sondage a été élaboré sur la base du recensement de 1977. L'enquête s'est déroulée entre le 27 septembre 1986 et le 9 février 1987. L'ENAF se propose de donner un aperçu sur le phénomène fécondité, en dégagant son évolution et ses tendances (C.E.N.E.A.P.1988 : pp 1-24).

L'enquête algérienne sur la santé de la mère et de l'enfant (EASME 1992)

Menée sous l'égide du ministère de la santé, l'exécution de l'étude a été confiée à l'Office Nationale des Statistiques (ONS) qui a bénéficié également du soutien technique et financier de la Ligue des Etats Arabes, avec la collaboration d'autres organismes tels que, la Division Statistique des Nations Unies, le Fond des Nations Unies pour la Population (FNUAP), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), et l'UNICEF. La partie collecte, s'est déroulée entre le 20 mars et le 8 août 1992. L'échantillon a été élaboré à partir du recensement de 1987. Il comprend 5881 femmes non célibataires et 5288 enfants de moins de cinq ans recensés à travers 6696 ménages. Les objectifs de l'EASME comprennent l'étude des phénomènes démographiques et leurs tendances (EASME. 1992 : pp 1-10).

B. L'enquête algérienne sur la santé de la famille (EASF 2002) :

Conformément au protocole d'accord entériné entre le projet arabe pour la santé de la famille / Ligue des états arabes d'une part et le gouvernement algérien représenté par le Ministre de la Santé, de la population et de la Réforme Hospitalière d'autre part, l'Office National des Statistiques a été chargé de l'exécution de l'Enquête Algérienne sur la Santé de la Famille.

La collecte des informations a été réalisée pendant la période allant du 21 au 30 septembre 2002. En ce qui concerne l'échantillon principal pour la détermination des indicateurs démographiques et de santé, il a été décidé de tirer 40 ménages par district pour l'échantillon élargi pour l'étude de la mortalité infantile. Il faut signaler que les 40 ménages par district de l'échantillon élargi se composent des 20 ménages de l'échantillon principal auxquels ont été ajoutés 20 autres ménages. Le nombre d'unités secondaires ou ménages est de 10200 pour l'échantillon principal et 20400 pour l'échantillon élargi. Un des Objectifs de l'enquête est de contribuer à améliorer et à consolider les programmes de santé et notamment la santé reproductive (EASF. 2002 : pp 4-13).

C. L'enquête nationale à indicateurs multiples : suivi de la situation des enfants et des femmes MICS3 2006

L'Algérie, a pris en charge, dans son Programme National d'Action, la collecte, l'exploitation, le traitement et l'analyse des données statistiques pour la mesure et le suivi des indicateurs, l'évaluation de la situation des enfants et la mise en œuvre des politiques de développement. Dans le cadre du développement des unités de suivi et de collecte des données sur la situation des enfants et des femmes, l'UNICEF a de son côté, mis en œuvre depuis plusieurs années une enquête à indicateurs multiples auprès des ménages, appelée MICS. Les deux premières enquêtes nationales, MICS1 et MICS2 ont été réalisées par le gouvernement algérien en 1995 et en 2000.

La troisième a été réalisée en 2006 avec l'appui technique et financier de l'UNICEF, du système des Nations Unies pour l'Algérie, de l'UNFPA et de l'ONUSIDA. La taille d'échantillon a été déterminée à partir du modèle standard préconisé par le projet MICS. La taille de l'échantillon par région est environ de 29 488

ménages pour les quatre régions. La collecte de l'information a été effectuée durant la période du 28 novembre au 6 décembre 2005. Chaque équipe a enquêté 40 ménages ; soit 120 ménages au total. L'enquête a permis de disposer des informations essentielles pour mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques en direction des enfants et des femmes (MICS3.2006 : pp 19-32).

2. Les Recensements

Depuis son indépendance l'Algérie a réalisé cinq recensements dont nous utilisons trois dans cette étude : 1987, 1998 et 2008. La qualité et la fiabilité des deux premiers recensements (1987, 1998) sont nettement améliorées avec le temps. Le personnel en charge de cette mission est de plus en plus qualifié et mieux équipé pour accomplir sa tâche minutieusement. L'évaluation de la structure par l'indice combiné des Nations Unies le confirme. C'est un indice qui permet de mesurer la régularité de la structure par sexe et par groupe d'âge (Résultats Des Recensements 1987.1998. 2008).

3. L'état Civil

La loi de 1882 constitue une étape importante dans le fonctionnement de l'Etat Civil en Algérie: Tous les décès, mariages ou naissances sont soumis dorénavant à une déclaration obligatoire (Aziz Ajbilou, 1998, pp 40-44). Les bulletins d'Etat Civil n'étaient remplis pour la population musulmane que dans les 58 communes les plus importantes, on décida à partir du 1er janvier 1964, la généralisation pour toute la population d'Algérie des bulletins individuels (naissances, décès, mariages), et la centralisation du dépouillement. Depuis 1970, 4 nouveaux bulletins ont été lancés dans tout le territoire, les deux premiers (naissance ou mort-né, et décès) à partir du 1er janvier 1970, les deux autres (mariage et divorce) une année plus tard. Ces bulletins doivent être remplis en présence du déclarant et transmis trimestriellement à la Direction des Statistiques dont le Centre de Dépouillement d'Oran se charge de leur exploitation (C.I.C.R.E.D.1974 : pp 12-15).

Cependant, le problème de couverture des événements démographiques a persisté même plus tard, ce qui a amené les responsables de l'office National des statistiques à fixer en 1981 des taux de couverture pour corriger les données. Ces taux sont restés invariables jusqu'à la fin des années 90, malgré

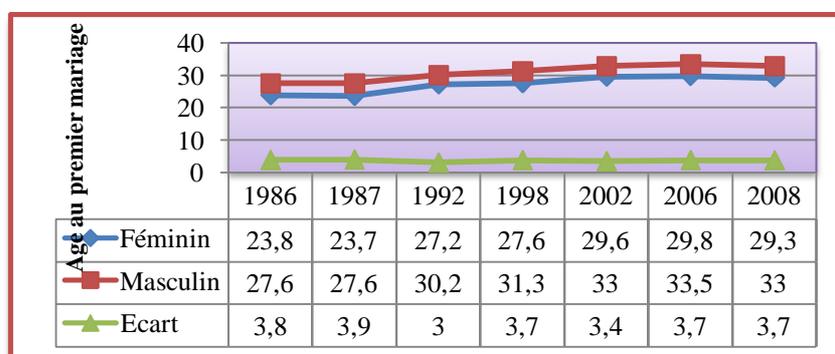
l'amélioration de l'enregistrement des évènements. Ce n'est donc qu'après le dernier recensement de 1998 et l'enquête nationale sur la santé de la famille (PAPFAM, 2002) que ces taux sont révisés par l'ONS, sans être toutefois publiés systématiquement (Mohamed Bedrouni. 2007 : pp 48-49).

II. Niveau et tendance de la nuptialité

1. Age moyen au premier mariage

L'âge moyen au premier mariage est de 23.8 chez les femmes et 27.6 chez les hommes en 1986 puis il a augmenté pour atteindre 27.6 et 31.3 respectivement en 1998 (Zahia Ouadah Bedidi, 2012, p 32) . Il semblerait, toutefois que l'évolution récente soit caractérisée par un arrêt de l'élévation de l'âge au mariage des femmes et des hommes, comme le confirme l'exploitation des résultats préliminaires de dernier recensement (2008), qui montrent que l'âge moyen au premier mariage des femmes est de 29,3 ans et de 33,0 ans pour les hommes, contre 29,9 ans et 33,5 ans en 2006 (C.N.E.S. 2008 :p 63).

Figure 1: Evolution de l'âge moyen au premier mariage en Algérie 1986-2008



Source : Rapports d'Enquêtes et de recensements.

Au recensement de 1987, le mariage des hommes semble très tardif dans les grandes villes côtières, comme chez les femmes, mais il l'est également dans certaines régions où la nuptialité féminine est précoce, notamment dans le Sud-ouest. La nuptialité est par contre moins tardive dans les régions des hauts plateaux du centre.

En 1998, d'après les données du recensement, le mariage précoce a disparu. L'âge moyen au premier mariage variait chez

les femmes de 24 ans, dans le Sud, (Illizi) à 29, 9 ans dans la capitale (Alger) et chez les hommes, de 28,5 ans dans les hauts plateaux du Centre (Djelfa) à 33,4 ans, également à Alger.

D'autre part, en Algérie du Nord, on distingue nettement trois grands groupes de wilayas, regroupées autour des grandes métropoles (Alger, Annaba, Oran, Constantine) où les âges moyens au premier mariage sont très tardifs (supérieurs à 28 ans). Par ailleurs, la zone d'âges au mariage tardif est beaucoup plus étendue à l'est qu'à l'ouest (Zahia Ouadah Bedidi.2005 : pp 34-49).

Tableau 1 : Ages moyens au premier mariage des hommes et des femmes par wilaya 1987-1998

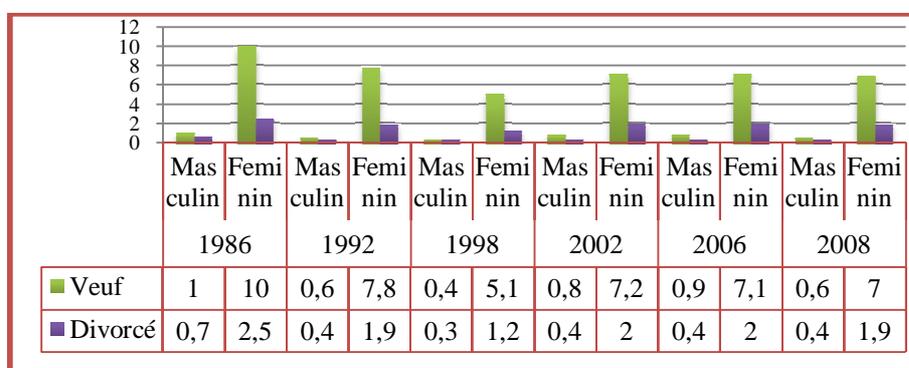
Wilaya	1987		1998		Évolution (%) de 1987 à 1998	
	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme
Illizi						
Djelfa						
El oued	27,6	20,5	30,7	24,0	11,2	17,1
Ghardaïa	24,9	19,6	28,5	24,4	14,5	24,5
Tamanghasset	25,8	20,6	28,7	24,4	11,2	18,4
Adrar	25,8	21,2	28,6	24,6	10,9	16,0
Bordj bou arreridj	27,3	20,4	30,7	24,6	12,5	20,6
Ouargla	26,2	20,2	30,1	24,8	14,9	22,8
Tindouf	25,5	21,6	28,9	25,1	13,3	16,2
M'sila	26,3	21,1	29,8	25,3	13,3	19,9
Laghouat	28,0	20,8	31,1	25,4	11,1	22,1
El bayadh	25,7	21,1	29,3	25,5	14,0	20,9
Biskra	27,4	22,3	30,1	25,7	9,9	15,2
Tiaret	27,5	21,8	30,3	26,0	10,2	19,3
Naama	27,0	23,0	29,9	26,2	10,7	13,9
Relizane	26,6	22,0	30,2	26,2	13,5	19,1
Setif	27,8	22,5	30,9	26,3	11,2	16,9
Tissemsilt	26,4	22,2	30,3	26,4	14,8	18,9
Tebessa	26,4	22,6	29,9	26,5	13,3	17,3
Mostaganem	25,9	21,1	30,5	26,6	17,8	26,1
Saida	27,2	23,0	30,6	26,8	12,5	16,5
Chlef	27,0	23,0	30,9	26,9	14,4	17,0
Bechar	27,4	22,5	30,9	26,9	12,8	19,6
Mascara	26,0	22,5	29,9	27,0	15,0	20,0
Batna	28,1	22,9	31,6	27,1	12,5	18,3
Médéa	27,6	22,9	31,4	27,2	13,8	18,8
Oum el bouaghi	27,0	23,5	30,4	27,2	12,6	15,7
Bejaïa	26,2	22,0	30,6	27,2	16,8	23,6
Khenchla	27,4	24,4	30,2	27,3	10,2	11,9
Bouira	26,6	22,2	31,4	27,3	18,0	23,0
Tlemcen	27,4	23,9	30,2	27,4	10,2	14,6
Souk ahras	26,7	22,5	30,8	27,4	15,4	21,8
Ain defla	28,7	24,4	32,0	27,6	11,5	13,1
Mila	27,6	24,0	31,0	27,6	12,3	15,0
Blida	26,8	22,8	30,7	27,6	14,6	21,4
Tipaza	27,5	24,4	30,6	27,9	11,3	14,3
Sidi bel abbes	28,7	24,7	31,7	28,1	10,5	13,8
Oran	28,1	24,7	31,7	28,1	12,8	13,8
Ain timouchent	28,5	23,4	32,5	28,1	14,0	20,1
Guelma	29,2	25,1	32,5	28,3	11,3	12,7
El tarf	29,1	24,6	32,8	28,4	12,7	15,4
Tizi ouzou	28,6	25,5	31,5	28,4	10,1	11,4
Skikda	28,0	24,6	31,7	28,7	13,2	16,7
Constantine	27,6	23,3	32,6	28,8	18,1	23,6
Jijel	28,8	25,2	32,2	29,0	11,8	15,1
Annaba	29,2	26,2	32,4	29,1	11,0	11,1
Boumerdes	27,7	24,1	32,0	29,1	15,5	20,7
Alger	29,5	26,0	32,6	29,1	10,5	11,9
Algérie entière	29,2	25,0	33,0	29,1	13,0	16,4
	30,7	27,2	33,4	29,9	8,8	9,9
	27,7	23,7	31,3	27,5	13,0	16,0

Source : Ouadah-Bedidi Z. 2005 (Annexe) : p 49

2. La situation matrimoniale

La situation matrimoniale connaît des changements en Algérie, les taux de mariage décroissent entre 1992-1998 de 40% à 30% chez les hommes, et de 42.3 % à 32% chez les femmes, puis ils augmentent pour atteindre 48% et 49.5% respectivement en 2008. Les taux de célibat continuent leur hausse en même temps (1992-1998) de 59% à 69% chez les hommes, et chez les femmes de 48.1% à 62%.

Figure 2 : Répartition de la population résidente âgée de 15 ans et plus en Algérie selon la situation matrimoniale 1986-2008



Source: ENAF 1986, EASME 1992, EASF 2002, MICS 3 2006, ONS. 2001 ET 2009.

3. Nombre de mariages

L'effectif des mariages a reculé et connaît une fluctuation dans les différentes wilayas de l'Algérie entre 1995-1999, avec deux wilaya du Sud, Naâma et Tindouf présentant un schéma atypique puisque les mariages ont été décuplés entre 1991 et 1995 et après la fin de cette période les mariages augmentent rapidement (Ali Kouaouci et Rabe Saadi. 2013. Op cit : p 11).

Tableau 2 : Nombre de mariages en Algérie par wilaya 1986-2008

Wilayates	Années								
	1986	1989	1992	1995	1998	1999	2004	2006	2008
Adrar	905	1286	1242	1225	1199	1 184	1 695	1 797	2 166
CHLEF	2998	3879	4414	4009	4508	4 614	8 206	9 212	10 771
LAGHOUA	1291	1546	1737	1771	1886	1 470	2 617	2 725	2 992
OUM EL BOUAGHI	2452	2677	2916	2414	2635	2 785	5 114	5 667	6 820
BATNA	4518	4606	5032	4610	4867	5 255	8 522	9 696	10 549

BEJAIA	3793	4321	4259	4371	4540	4 437	6 457	7 797	9 535
BISKRA	2006	2563	2816	2915	2950	2 953	4 788	5 458	6 526
BECHAR	1287	1467	1483	1442	1579	1 524	2 215	2 380	2 667
BLIDA	4401	5312	5422	5016	4935	5 186	7 974	9 234	10 306
BOUIRA	2396	2823	3014	2966	3144	3 162	5 263	6 229	7 013
TAMANRA	305	396	419	335	417	409	696	645	811
TEBESSA	1996	2616	2835	2385	2805	2 773	4 922	5 169	5 616
TLEMCEN	4900	5605	5746	6005	5802	5 923	9 308	10 463	10 573
TIARET	2896	3378	4062	3859	3842	4 008	6 792	7 280	8 213
TIZI	4741	5110	5395	5507	5573	5 756	8 555	10 055	11 222
ALGER	10674	12000	13466	13319	17571	18 028	28 158	30 171	33 504
DJELFA	902	1112	1706	1432	1505	1 686	3 276	3 634	4 850
JIJEL	2406	2633	2899	2144	2640	2 646	4 080	4 443	5 121
SETIF	5925	6668	6957	6670	7477	7 816	12 145	15 770	16 059
SAIDA	1430	1526	1713	1695	1614	1 568	2 839	3 340	3 262
SKIKDA	3672	3900	4016	3756	3934	4 117	6 664	7 049	7 210
SIDI BEL	3142	3343	3575	3278	3311	3 267	5 619	5 886	6 300
ANNABA	2920	3247	3253	3129	3710	3 597	5 312	5 792	6 443
GUELMA	1990	2332	2669	2410	2181	2 368	4 199	4 398	4 875
CONSTANT	5164	5214	5214	4675	4639	4 808	8 049	8 706	9 544
MEDEA	2916	3876	4049	3140	3113	3 467	6 144	7 000	8 230
MOSTAGA	2743	3043	3341	3571	3540	3 377	5 914	6 598	8 150
M SILA	2344	2621	3062	3555	3567	3 531	6 255	6 991	8 547
MASCARA	3616	3963	4450	4418	4315	4 499	7 597	7 869	8 734
OUARGLA	1587	1810	2155	1913	2083	2 113	3 677	3 746	4 764
ORAN	5127	5867	6404	7455	7155	7 664	11 805	12 249	14 038
EL	1060	1217	1406	1465	1543	1 466	1 910	1 978	2 217
ILLIZI	76	99	77	124	135	85	252	212	233
B.B.ARRER	1961	2504	2681	2512	2689	2 816	5 190	6 167	6 620
BOUMERD	3570	4015	4307	4153	3255	3 588	7 149	8 311	8 711
EL TARF	1460	1757	1869	1761	1905	1 858	3 106	3 556	3 986
TINDOUF	76	82	100	97	106	114	218	238	273
TISSEMSIL	1037	1291	1570	1216	1288	1 349	2 246	2 314	2 702
EL OUED	2058	2469	2457	2444	2364	2 425	4 586	4 726	5 666
KHENCHE	1201	1462	1760	1659	1875	1 845	2 702	2 946	3 142
SOUK	1687	1911	2239	1888	1990	2 129	3 414	3 564	4 049
TIPAZA	3692	4696	4729	4564	2877	3 188	4 946	5 620	6 265
MILA	3273	3454	3724	3207	3276	3 365	6 466	6 378	7 053
AIN DEFLA	2780	3345	3462	3231	3272	3 646	5 959	6 529	8 194
NAAMA	787	965	991	1146	1133	1 160	1 597	1 683	1 766
AIN	1882	1928	1987	2138	2076	2 237	3 415	3 814	3 952
GHARDAIA	1727	2081	2237	2321	2343	2 386	3 388	3 203	3 365
RELIZANE.	3032	3234	4003	3470	3134	3 478	6 232	6 607	7 585
Total	128802	147250	159380	152786	158298	163126	267633	295295	331190

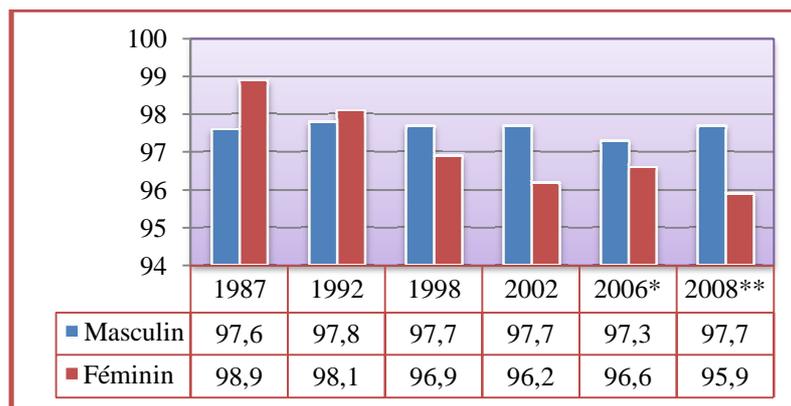
Source : ONS (Annuaire Statistique de l'Algérie)

4. Intensité de la nuptialité

Une des mesures qui reflète le schéma nuptial d'un pays ou d'une société est l'intensité de la nuptialité. Cette dernière n'est autre que la proportion des personnes qui finissent par se marier avant d'atteindre le seuil d'accès au statut de célibataire définitif. Ce seuil correspond généralement à l'âge exact 50 ans.

En dépit de tous les bouleversements socioéconomiques et politiques qu'a subis la société algérienne, le mariage a conservé son caractère presque universel (KOUAOUCI, 1993), son intensité est restée relativement constante depuis près de quatre décennies, du moins pour le sexe masculin (Mohamed Bedrouni, 2007.opcit : p124)

Figure 3: Évolution de l'intensité de la nuptialité en pour cent 1987-2008



Source : Rapports des Recensements et de l'enquête EASF 2002

* calcul personnel à partir de l'enquête Misc3. (2006) : p 103

**Nacer-Eddine Hammouda. (2009). Loc cit : p 11

5. Le célibat en Algérie

Le célibat est quasi universel auprès des moins de l'âge de 24 ans chez les hommes et les femmes entre 1986 et 2008, Pour les autres catégories d'âges, on assiste à une baisse de la proportion des célibataires, elle atteint 13.2% en 1986 chez les hommes dans la catégorie 30-34 ans, elle touche presque un quart d'hommes en 1992, et le triple en 1998 ,et la moitié entre 2002-2008.

Tableau 3: Evolution du taux de célibat en Algérie selon le sexe et les tranches d'âge entre 1986-2008

Age	Masculin					Féminin				
	1986	1992	*1998	2002	**2008	1986	1992	*1998	2002	**2008
19-15	99.0	99.8	99.90	99.8	99,9	91.0	96.4	97.43	98.1	97,3
24-20	88.3	95.7	97.25	98.4	98,1	51.4	70.4	76.46	83.4	77,7
29-25	46.1	71.6	77.73	85.3	82,4	20.6	34.8	45.25	57.5	51,6
34-30	13.2	28.6	37.86	53.6	50,0	8.4	13.2	22.44	33.7	34,7
39-35	3.2	6.8	12.68	18.9	24,3	5.6	6.4	11.25	16.6	23,3
44-40	2.3	3.2	4.44	7.3	10,3	1.5	3.1	5.45	9.1	12,8
49-45	1.5	2.2	4.44	2.3	4,8	0.8	1.9	3.10	3.8	6,7

Source: ENAF 1986, EASME 1992, EASF 2002

* Mohamed Bedrouni. (2007). Idem: p 123

** Nacer-Eddine Hammouda. (2009). Ibid : p 11

Pour les femmes cette proportion présente 20.6% en 1986, et le triple en 1992 puis la moitié en 2008 dans la tranche d'âge 25-29 ans. La proportion des célibataires a triplé auprès des 30-34 ans, elle passe de 13 à 35% entre 1992 et 2008, il ya aussi une hausse de célibat dans la tranche d'âge 35-39 ans et 40-44 ans.

III. Les actes de violence entre (1991-2000)

1. Evolution des actes de violence

La violence politique a durement éprouvé l'Algérie durant une décennie les statistiques varient de 50000 à plus de 200.000 morts, de milliers de disparus et des centaines des milliers de déplacés ou exilés, les gens abandonnent les champs et les maisons, mais aussi les zones explosives urbaines pour échapper aux violences terroristes. Pendant cette période, la population algérienne a reflété cette instabilité par une baisse des mariages et des naissances (Ali Kouaouci et Rabah Saadi.2013. idem : p 2).

Le fichier « violence » utilisé a été constitué sur la base des informations publiées par la presse privée indépendante entre janvier 1996 et juin 2001. Il regroupe 1 968 actes de violence armée qui ont occasionné 15 250 décès. L'année 1997 se distingue par le nombre des décès car plusieurs massacres de villageois ou d'habitants de zones périphériques des grandes villes eurent lieu

cette année-là (tableau 4). Ce fichier n'est par conséquent pas exhaustif. Il n'englobe pas l'ensemble des actes de violence armée.

Tableau 4 : Les actes de violence armée entre 1996 et 2001

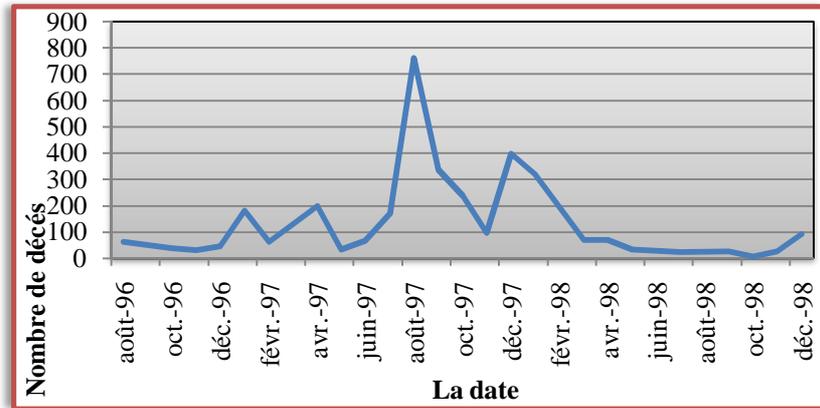
Année	1992-1995	1996	1997	1998	1999	2000	Join 2001	Total
Les actes armés	38	165	429	323	370	431	212	1968
Les décès	738	1171	6294	3076	1655	1298	1018	15250

Source : Kamel Kateb. (2007a).p : 568.

Ainsi, en 1997, 429 actions armées ont été dénombrées qui ont causé la mort de 6 294 personnes, alors que, pour cette même année, l'ONDH (Observatoire national des droits de l'homme, institution relevant du pouvoir politique algérien) fait état de « 554 attentats et 4 643 personnes tuées ». Cela prend en compte l'action des services de sécurité contre les groupes armés. La différence représente un peu plus du quart des décès. Cette proportion correspond globalement à la statistique des victimes qui émanent de différentes sources : 25% d'islamistes ou assimilés, 25% de membres des services de sécurité (militaires, policiers, gendarmes, gardes communaux) et 50% de civils de différentes catégories sociales et non directement impliqués dans le conflit armé (Kamel Kateb. 2007 a : pp 568-569).

La période sanglante (1992-1997) semble éloignée et depuis la fin des grands massacres de civils le niveau de la violence n'a cessé de décroître. Pour l'année 2000-2001, la presse a recensé 2300 victimes alors que, pour le seul mois de Ramadan de l'année 1997, plus de 1300 victimes avaient été recensées. Un rapport a été publié qui faisait état de 9000 victimes pour l'année 2000. Sans doutes que la vérité des chiffres se trouve entre les deux versions. L'insécurité liée à la violence politique, s'estompe au profit du développement d'autres formes d'insécurité : alimentaire, économique, sanitaire et routière (Global IDP.2005 : p 16).

Figure 4: Nombre de décès en Algérie entre Out 1996-Janvier 1999 selon Kalyvas

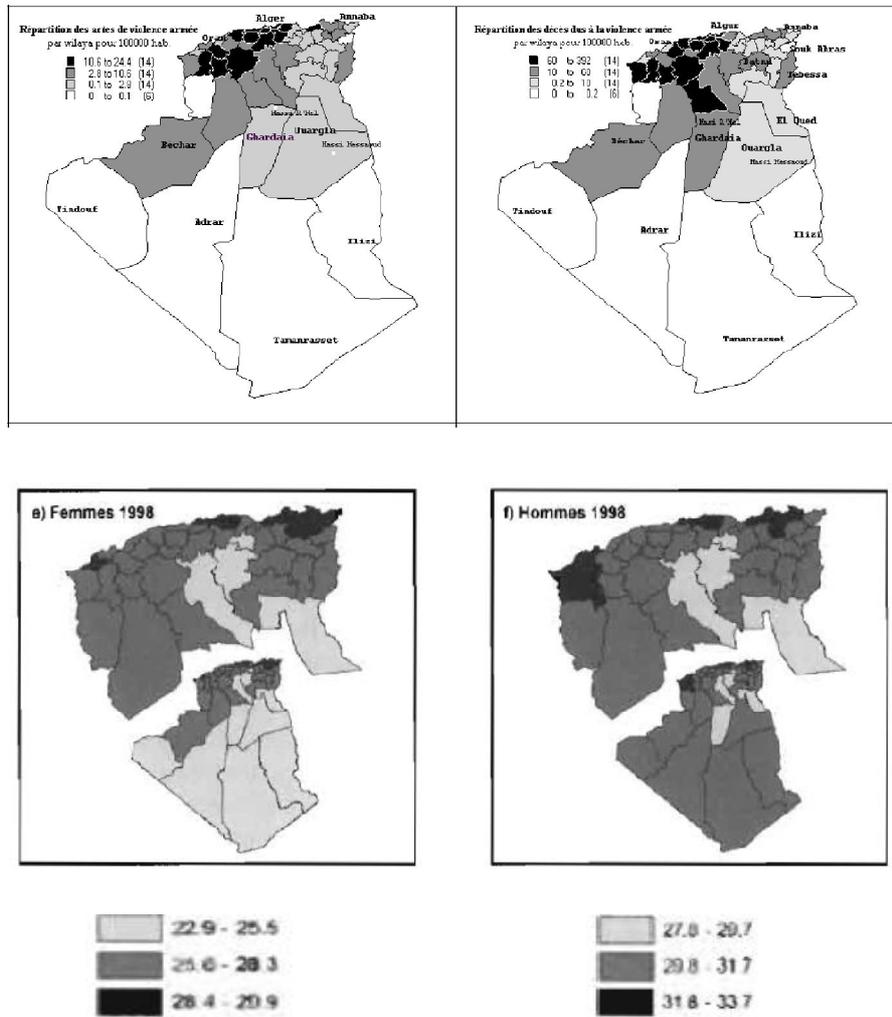


Source : Stathis N Kalyvas. (1999) : p 249. (Calcul personnel à partir du tableau n° 1).

2. Géographie de violence et de nuptialité

La majorité des actes violence ont touché les villages et les régions au sud de la capitale algérienne dans un rayon de près de 150 km²: Médéa, Blida, Mitidja, Relizane (Stathis N Kalyvas.1999: p 247), mais 43% des actions armées sont concentrées dans 6 wilayas du centre du pays, autour d’Alger, plus particulièrement en Kabylie. Si on leur ajoute les actions armées dans trois autres wilayas voisines (Tiaret, Djelfa, Aïn Defla). Les autres zones sont les zones montagneuses du Dahra (Relizane), et de l’Ouarsenis à l’ouest d’Alger (entre Chlef et Tissemsilt), ce sont des zones dans lesquelles la violence armée a été dirigée contre les populations (Kamel Kateb. 2007 a. Loc cit : p 569).

Figure 5 : Répartition des actes de violence armée, nombre de décès et l'âge au premier mariage 1998 par wilaya



Source : Kamel Kateb. (2007a) : p 570, Zahia Ouadah-Bedidi. (2005) : p 38

Nous remarquons qu'il y a une augmentation de l'âge au premier mariage dans quelques wilaya au côtières qui ont été touchées par la violence, d'autres wilaya avec le même degré de

la violence ont cependant présenté un âge de mariage moins élevé (Figure 5).

IV. Crise économique, violence et l'augmentation du chômage

1. Le chômage : chiffres et statistiques

La détérioration des conditions économiques et sociales liés à la baisse des revenus pétroliers au milieu des années 80 a coïncidé avec différentes formes de violence (émeutes urbaines en octobre 1988 et violences armées à partir de 1992) ; il n'est par conséquent pas illogique de s'interroger sur la relation entre la détérioration des conditions de vies (pauvreté et chômage) sur le niveau de violence (Kamel Kateb. 2007b : p 4).

En fait, les effets conjugués de l'effondrement du cours des hydrocarbures et de la pression démographique (pour une population totale dont le nombre a plus que triplé depuis 1962), allaient pousser au désengagement de l'État sur le plan de la politique économique et sociale, induisant une paupérisation de larges franges de la population et la montée du chômage à un taux officiel qui tourne autour de 30 %, ce taux étant largement dépassé chez les plus jeunes (Hassan Remaoun. 2005 : p 4) .

La population algérienne est extraordinairement jeune: un algérien sur 2 a moins de 20 ans, les moins de 15 ans composent 40% de l'effectif total. Une telle structure par âge est la conséquence d'une croissance naturelle de la population qui s'est maintenue à un niveau de 3% l'an jusqu'en 1980.

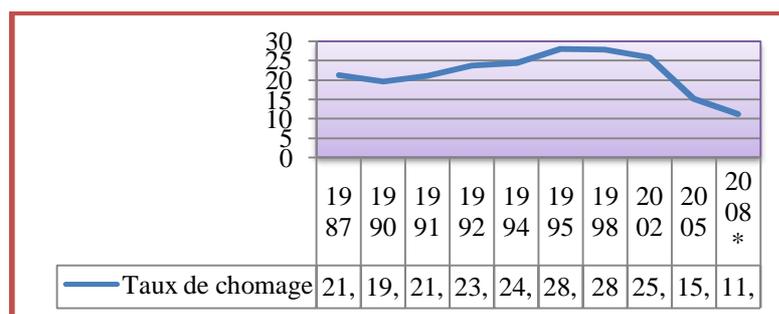
La situation de l'emploi ne cesse de se dégrader, Le nombre des chômeurs est passé de 650 000 en 1984 à 1 800 000 en 1989, 2 100 000 en 1995; le taux de chômage à 28%. Les principaux demandeurs d'emplois sont des jeunes. Sur 100 nouveaux actifs, 31 seulement trouvent à s'employer et 69 sont au chômage.

Le chômage que connaît le pays est essentiellement un chômage d'insertion. Plus de 63% des chômeurs sont à la recherche de leur premier emploi et 62,5% des jeunes de la tranche d'âge des 15 à 19 ans sont au chômage. 85% des personnes à la recherche d'un emploi ont moins de 30 ans. Ce chômage touche les jeunes quel que soit leur niveau d'instruction. Le chômage est aussi un chômage des diplômés inconnu jusque-là.

Les perspectives sont très sombres. Conséquence de l'accroissement démographique, la population active augmentera jusque vers 2010 à un rythme de 3,6% l'an (en 1985 la population active totale était de 4,9 millions, elle sera de 12 millions en 2010). Il faudrait créer au moins 300 000 emplois/an dans les deux décennies à venir pour absorber les seuls nouveaux actifs donc maintenir le chômage à son niveau actuel (Georges Mutin.2009 : pp11-15).

Or, entre 1989 et 1997 le taux de croissance de l'emploi était de 3,2%, clairement au-dessous du taux de croissance de la population active (4%). Selon l'Eurostat (2002), en 2001 le taux de croissance de l'emploi en Algérie était de 1%, tout à fait insuffisant pour absorber le taux de croissance de la population active, au-dessous de 3,5%. Ce manque de création d'emploi est du en partie à la basse intensité de main d'œuvre de la production algérienne, mais surtout au manque de croissance économique: tandis qu'entre 1990 et 1999 le taux moyen de croissance était de 1,5%, il aurait fallu un taux de 5,5% pour absorber la croissance de la population active (Ivan Martin.2003:p23). En Algérie entre 1990 et 1997, le taux de chômage a doublé, touchant plus de 20% de la population active, particulièrement les jeunes à la recherche d'un premier emploi, selon l'ONS ces taux diminuaient dans les dernières années (Rafik Boukila et Fatiha Talahite.2007 : pp 3-10).

Figure 6 : Evolution du taux de chômage entre 1987-2008



Source : ONS, RGPH et MOD diverses années,* C.N.E.S 2008

2. Le chômage et le retard de mariage

Ces chiffres traduisent les difficultés d'insertion des jeunes dans la vie active, ce qui pèse sur leurs perspectives de mariage (sachant que de longues années de travail et d'épargne sont

nécessaires pour se marier). À titre d'exemple, la constitution de la dot à verser à la mariée constitue en soi un budget conséquent. En général, un salarié moyen doit économiser la totalité de sa paie pendant environ trois années pour pouvoir faire face aux dépenses du mariage. La plupart des jeunes retarderaient encore plus leur âge au mariage.

Les données du recensement (1987) montrent que la population active féminine est constituée essentiellement de femmes occupées (85 %). Les femmes se déclarant à la recherche d'un emploi représentent 15 % de la population active féminine. Les femmes occupées au moment du recensement se marient en moyenne à 27 ans et celles qui sont au chômage se marient environ 1 an plus tard (28,3 ans). Celles qui recherchent un premier emploi sont celles qui retardent le plus tard leur entrée en première union (29 ans). De même, alors que près de 6 femmes au chômage sur 10 sont encore célibataires à 25-29 ans.

Contrairement aux femmes, les hommes non actifs se marient plus tard que les hommes actifs (31,5 ans contre 28,8 ans respectivement). Les hommes au chômage se marient en moyenne à 30 ans. Ceux qui sont occupés se marient au contraire 1 an plus tôt que la moyenne générale (26,5 ans). Et comme chez les femmes, ce sont les chômeurs à la recherche d'un premier emploi qui retardent le plus le premier mariage (32 ans). Près de 7 hommes sur 10 sont encore célibataires à 25-29 ans dans cette catégorie alors que chez les occupés, plus de la moitié sont déjà mariés à cet âge.

Les données de l'enquête Papchild 1992, permettent de calculer les âges moyens au premier mariage des hommes et des femmes selon la situation individuelle. Les résultats obtenus confirment les observations faites sur les données de recensement. D'une part, les femmes occupées se marient 6 ans plus tard que celles qui restent au foyer et les hommes au chômage se marient 4 ans plus tard que les hommes occupés. D'autre part, les âges moyens au premier mariage ont augmenté dans toutes les catégories. Les femmes enquêtées en 1992 qui avaient travaillé avant de se marier ont retardé de 3 années leur mariage lorsqu'elles ont utilisé l'argent pour préparer leur trousseau (Zahia Ouadah-Bedidi. 2005. Loc cit : pp 42-44).

Les changements économiques ont un effet inattendu sur les jeunes, qui trouvent des difficultés de se marier et construire leurs familles avec le problème du chômage, le retard du mariage et le déséquilibre économique (Ali Kouaouci.2004 :pp 36-39)

V.Urbanisation en Algérie

1. Les estimations d'urbanisation en Algérie

Dans le cas de l'Algérie, la violence politique de ces dernières années a donné une plus grande ampleur aux flux migratoires, qui avaient connu un affaiblissement au cours des années 1980. En effet, la déstructuration des économies locales et la paupérisation pendant et après la colonisation ont été à l'origine de la migration de nombreux ruraux. Malgré leur caractère volontariste, les politiques de développement économique ont favorisé une restructuration de l'économie algérienne et ont orienté l'exode rural vers les innombrables chantiers ouverts à cette occasion. Ils ont ainsi répondu à l'offre de main- d'œuvre existant à l'époque, d'où le ralentissement de la migration. Ce processus de restructuration de l'économie algérienne a été interrompu par la crise économique et politique (Kamel Kateb.2007 a. Ibid :p 259)

Bien que sa population rurale ait augmenté en valeur absolue (de 8 à 12 millions entre 1966 et1998), l'Algérie est aujourd'hui un pays où vivent plus de citadins que de ruraux. Le volume de sa population urbaine a été multiplié par 4,6. Elle passe ainsi en trente ans de 3,7 à17,1 millions d'habitants. Elle représente actuellement près de 60% de sa population totale Ils étaient deux fois moins nombreux en 1966. Dans les premières années de l'indépendance, la croissance urbaine était extrêmement rapide : plus du double de la croissance totale. Elle a connu par la suite un léger ralentissement tout en restant à un niveau élevé (plus de 5,5% par an dans les vingt années qui ont suivi l'indépendance). Elle connaît au cours des dernières années un ralentissement relativement important, malgré les migrations vers les centres agglomérés induites par les affrontements armés et les massacres de civils (Kamel Kateb et Zahia Ouadah-Bedidi.2002 : p 9)

Les mouvements de la population pendant ces années sont constitués de flux migratoires vers les zones urbaines, a cause de la violence armée et les massacres qui ont poursuivi dans les

zones rurales .Les conditions de vie étaient très désastreuses : pauvreté, crise de logement et la dégradation du secteur sanitaire (Meredeth Turshen.2004:p13). L'Eurostat estime que la violence a orienté 1 million de la population rurale vers les zones urbaines, les autres estiment ce nombre de 1.5 million.

- **Alger** : 7000 habitants ont abandonné le village d'**Ouled Ali** depuis 1996.
- **Ain Defla** : près de 11.000 familles ont échappé et le nombre de familles nécessiteuses n'a pas cessé de s'accroître à cause de l'exode des nomades vers les grands centres urbains.
- **Jijel** : Les chiffres officiels parlent du déplacement vers les milieux urbains de plus de 125 000 âmes L'exode massif vers des villes plus sécurisées de populations fuyant le terrorisme a défiguré le visage de la cité.
- **Annaba** : La population de **Draâ El-Rich** ont commencé à fuir pour aller trouver refuge dans des endroits plus sûrs, Abandonnant leur maison, les autochtones qui se sentent menacés de mort.
- **Batna** : quelques personnes ont quitté leurs villages vides entre Tazoulet et Thniat Elabed.
- **Bouira**: c'est l'une des wilayas les plus touchées par la violence, milliers des familles ont quitté leurs villages pour s'installer en ville.
- **Chlef** : près de 15.000 familles ont dû fuir leurs douars à cause de la violence.
- **Médéa** : Près de 300.000 citoyens ont quitté les villages pour s'établir dans les cités plus sécurisées, Moins de 10 % des concernés sont retournés chez eux.
- **Relizane**: Ramka est une communauté isolée dans la montagne, située à près de 90 km de Relizane, est un exemple d'exclusion dû à l'isolement géographique et à l'insécurité. L'insécurité durant la dernière décennie a causé le dépeuplement de 28 douars sur un total de 33 douars que compte la commune.
- **Tizi Ouzou** : Le village **Aït Allaoua** a été vidé de sa population en 1999. Le village comptait 200 à 300 personnes (Global IDP.2005.Loc cit : pp 5-35)

2. Urbanisation et âge au premier mariage

La nuptialité algérienne n'est pas régie par un modèle démographique uniforme. Cette hétérogénéité résulte entre autres des niveaux distincts de développement de l'urbanisation. Plusieurs études ont déjà signalé la contribution de ce facteur dans l'élévation de l'âge au mariage. L'effet de l'urbanisation passe par la détermination de nouveaux modes de vie qui affectent à leur tour les comportements individuels dont les attitudes face au mariage.

Entre 1987 et 1998 le taux d'urbanisation est passé de 58.3%, au même moment l'âge moyen au mariage a augmenté quant à lui de 3,6 ans pour les hommes et de 4 ans pour les femmes. Cette évolution simultanée, de l'urbanisation et de l'âge moyen au mariage, la différence selon la strate géographique est allée en s'amenuisant. Elle passe ainsi de 2,6 ans pour les femmes et 2,4 ans pour les hommes à respectivement 1,0 an et 2,1 ans. L'écart le plus important entre les deux milieux, urbain et rural, qui était une caractéristique des femmes est devenue une particularité du sexe masculin.

En 1998, la part de la population urbaine, au niveau d'une wilaya sur trois, se situe à moins de 50%. Les écarts observés jusqu'ici n'ont pas disparu ni même atténués. Il en résulte de ce fait une diversité des modèles matrimoniaux qui se traduisent entre autres par des différences considérables.

À l'échelle des wilayas, des différences régionales importantes ont été constatées en terme de contraste urbain rural de la primo nuptialité. Si en 1987, la différence maximale, selon la strate géographique, de l'âge moyen au premier mariage avoisinait les 4 ans pour les deux sexes (3,6 pour les hommes et 4,1 pour les femmes), en 1998, cet indice descend aux environs de 3 ans pour les hommes et demeure invariable pour les femmes (4,1 ans, ILLIZI). Certaines wilayas ont même enregistré un renversement de la situation. Le mariage de leurs résidents a été donc légèrement plus précoce en milieu urbain. Il s'agit entre autres de Tlemcen, Boumerdes, ElTarf, Jijel, Tipaza et Guelma. On remarque d'autre part que la liaison, entre les âges moyens au premier mariage, enregistrés en 1987 et 1998, est très intense aussi bien au niveau des agglomérations urbaines que rurales (Mohamed Bedrouni.2007. Ibid : pp 155-159).

Tableau 5: Age moyen au premier mariage entre 1987-1998 par wilaya selon le milieu de résidence.

Strate	Urbain				Rural			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
Année	1987	1998	1987	1998	1987	1998	1987	1998
Adrar	27,7	31,6	21,5	26,8	25,4	29,4	19,5	24,2
Chlef	27,3	31,3	23,4	27,8	25,2	29,4	22,0	27,0
Laghouat	27,8	31,0	23,4	26,6	26,5	28,8	20,4	24,3
Oum el bouaghi	27,8	30,6	24,8	27,6	26,9	29,2	23,9	26,8
Batna	27,8	31,1	24,2	27,8	26,0	29,1	22,6	26,3
Bejaia	28,9	32,6	24,0	28,1	25,3	30,3	21,3	26,8
Biskra	27,4	30,6	23,4	26,7	26,3	29,3	22,4	26,0
Bechar	28,4	32,0	23,3	27,3	26,5	30,3	20,9	25,8
Blida	29,1	32,1	25,1	28,1	27,9	31,2	24,0	28,1
Bouira	28,4	32,1	24,6	28,2	26,0	29,9	21,7	26,9
Tamanghasset	28,2	31,0	21,3	24,7	26,7	30,1	19,8	24,6
Tebessa	27,6	30,7	23,3	26,9	26,5	29,7	22,4	26,8
Tlemcen	29,7	32,3	25,1	27,3	27,7	31,8	23,6	28,0
Tiaret	27,7	30,6	23,4	26,5	25,5	29,4	20,7	25,1
Tizi ouzou	28,3	32,9	23,9	29,2	27,3	32,2	23,1	28,7
Alger	30,7	33,5	27,2	30,1	29,1	30,7	25,1	26,6
Djelfa	25,4	29,3	20,2	24,8	24,1	27,5	18,5	23,8
Jijel	29,2	32,5	25,3	28,9	27,2	31,5	23,7	29,2
Setif	28,0	30,8	24,5	27,0	25,6	29,0	21,6	26,1
Saida	28,4	31,4	23,8	27,4	26,2	29,9	20,8	26,1
Skikda	29,8	32,6	25,9	28,9	27,8	31,4	24,5	28,8
Sidi bel abbes	29,1	32,9	24,4	28,4	27,9	32,1	22,3	27,8
Annaba	29,7	32,9	26,2	29,8	28,2	31,6	24,7	28,0
Guelma	29,1	31,6	26,2	28,3	28,0	31,0	24,7	28,5
Constantine	29,5	32,7	26,6	29,1	26,8	30,8	23,9	27,7
Médéa	28,1	31,3	24,2	27,3	25,4	30,0	21,1	26,9
Mostaganem	29,0	32,2	24,9	27,3	25,9	30,1	21,8	26,5
M'sila	26,7	29,8	22,2	25,8	25,0	28,5	20,3	24,7
Mascara	29,3	32,1	24,7	27,5	26,4	30,9	21,6	26,9
Ouargla	26,8	30,3	21,7	26,0	25,4	28,2	19,9	23,7
Oran	29,4	32,5	25,3	28,2	27,1	30,9	22,9	26,2
El bayadh	27,8	30,8	22,6	26,4	26,9	29,5	20,7	24,7
Illizi	28,1	32,1	22,5	26,4	26,8	29,7	18,4	22,3
Bordj bou argeridj	26,9	30,0	23,2	26,1	24,5	28,1	20,3	24,1
Boumerdes	29,4	32,7	25,2	28,7	29,1	32,8	24,8	29,2
El tarf	28,5	32,0	25,3	28,6	27,7	31,5	24,1	29,0
Tindouf	28,1	31,1	21,1	25,5	27,0	31,0	18,5	24,2
Tissemsilt	28,6	31,1	23,4	27,1	25,1	30,3	20,4	26,6
Tissemsilt	26,1	29,0	20,9	24,7	25,4	28,2	20,3	23,8
El oued	28,0	30,5	24,3	27,6	26,6	29,9	23,3	27,5

Khenchla	28,3	31,9	24,8	28,2	27,0	30,2	23,3	26,9
Souk ahras	29,0	32,0	25,4	28,1	27,3	31,6	23,9	28,3
Tipaza	28,6	30,8	25,5	27,9	26,8	30,2	23,9	27,8
Mila	29,1	31,6	25,2	28,0	25,7	30,7	21,7	27,8
Ain defla	28,1	31,8	23,1	27,3	26,7	29,2	20,6	24,8
Naama	29,8	33,2	25,2	28,6	27,8	32,3	23,5	27,9
Ain timouchent	25,8	28,8	21,3	24,9	24,5	28,3	19,4	24,1
Ghardaia	28,1	31,1	23,8	27,1	25,4	29,6	21,1	25,8
Relizane								
National	28,8	31,9	24,9	27,9	26,4	29,8	22,3	26,9

Source : Mohamed Bedrouni. (2007) : p 157.

Conclusion

Le recul de la nuptialité est affecté par la violence politique, une crise économique doublée d'une crise politique profonde depuis les années 80, ce phénomène n'était pas connu ou moins dans le passé, c'est une conséquence de la politique algérienne dans les domaines économiques et sociaux depuis l'indépendance à ce jour la, et les résultats des jeunes en chômage avec les difficultés financières qui vont pousser de plus en plus ces jeunes à retarder le mariage, le célibat va augmenter et prendre de l'ampleur dans la société algérienne.

Cependant, il serait imprudent de ne pas prendre en compte les changements démographiques en cours. Le retard du mariage au cours de ces dernières années ne peut pas oublier, le fait que les générations les plus nombreuses seront âgées entre 20 et 40 ans. Outre la pression qu'elles exerceront sur les structures de formation (professionnelle, secondaire et supérieure) elles se présenteront en très grand nombre sur un marché du travail incapable de répondre quantitativement et qualitativement à leur attente.

Bibliographie

Ali Kouaouci et Rabah Saadi. (2013). "La reconstruction des dynamiques démographiques locales en Algérie au cours des 20 dernières années par les techniques d'estimation indirecte (1987-2008)" Cahiers québécois de démographie. Vol 42. N° 1. printemps 2013.

Ali Kouaouci. (2004). "Population Transitions, Youth Unemployment, Postponement of Marriage and Violence in Algeria". The Journal of North African Studies.

C.E.N.E.A.P. (1988). Enquête nationale sur la Fécondité (ENAF) : Rapport principal. Version 1, Alger.

C.I.C.R.E.D. (1974). "La population de l'Algérie". World population year.

Conseil National Economique et Social (C.N.E.S). (2008). Rapport National sur le Développement Humain. Réalisé en coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Algérie.

Global IDP. (2005). "Profile of internal displacement : Algeria". Compilation of the information available in the Global IDP Database of the Norwegian Refugee Council. Vol7. N° 9. Mars 2005.

Hassane Remaoun. (2005). "Aux origines de la violence en Algérie : à propos de quelques tentatives d'approche". Revue africaine des livres. Vol 1 .N°2. Septembre 2005.

Ivan Martin. (2003). "La politique économique en Algérie (1999-2002): Vers une solution économique à la crise ?". The Journal of North African Studie. Vol 8. No.2. Été 2003.

John B Casterline. (2011). " Fertility prospects in the Arab region". Population Division. Vol. N° 6.

Kamel Kateb et Zahia Ouadah-Bedidi. (2002). " L'actualité démographique du Maghreb". Enseigner la guerre d'Algérie et le Maghreb contemporain - actes de la DESCO Université d'été. octobre 2001.

Kamel Kateb. (2007a). " Violences politiques et migration en Algérie". Dans AIDELF. Les migrations internationales. Observation, analyse et perspectives. 20-24 septembre 2004.

Kamel Kateb. (2007b). " Violences politiques et migration au Maghreb". Dans AIDELF. Les migrations internationales. Observation, analyse et perspectives. 20-24 septembre 2004.

Meredeth Turshen. (2004). " Armed violence in Algeria". Centre for international cooperation and security (CICS). November 2004.

Mohamed Bedrouni :(2007). La démographie régionale en Algérie: Analyses comparatives. Thèse de doctorat d'état. Obtention du diplôme de doctorat en (démographie). Faculté des lettres et des sciences sociales. Université Saad Dahleb. Blida. Algérie.

Mohamed Mazouz. (1998). "Population, société et développement en Algérie: Facteur historiques et problèmes actuels". La société Algérienne entre population et développement. Vol .No 8. Juillet 1998.

ONS. (1992). Enquête Algérienne sur la Santé De La Mère Et De L'enfant (PAPCHILD). Rapport Principal. Alger.

ONS. (2001). "l'Algérie en quelques chiffres : résultats 2000". N° 31. Edition ons. Alger.

ONS. (2002). Enquête Algérienne sur la santé de la Famille (PAPFAM). Rapport principal. Alger.

ONS. (2006). Enquête nationale à indicateurs multiples. Suivi de la situation des enfants et des femmes MICS3 2006. Alger.

ONS. (2009). "RGPH 2008 : Répartition de la population résidente des ménages ordinaires et collectifs âgée de 15 ans et plus selon la situation matrimoniale".

Rafik BoukiIa et Fatiha Talahite. (2007). "Marché du travail, régulation et croissance économique en Algérie". Eight mediterranean social and political research meeting. Vol 21. N° 25. Mars 2007.

Rapport National d'Analyse de la Situation. (2008-2011). Droits humains des femmes et égalité entre les sexes. Programme financé par la commission européenne.

Résultats Du Recensement Général De La Population et De L'Habitat (1987.1998. 2008)

Stathis N Kalyvas. (1999). "The logic of massacres in Algeria". Rationality and society. Vol. N° 11.

Zahia Ouadah Bedidi. (2012). "Fécondité et nuptialité différentielles en Algérie : l'apport du recensement de 1998". Unité de recherche migration et sociétés (URMIS).

Zahia Ouadah-Bedidi. (2005). " Avoir 30 ans et être encore célibataire: une catégorie émergente en Algérie". Institut national d'études démographiques.